

Négociations sur l'agriculture : les Membres accélèrent les discussions sur les questions techniques

Les délégués à l'OMC se sont réunis du 7 au 11 février dernier, pour la première 'semaine de l'agriculture' de l'année. La réunion s'est terminée sur un blocage à propos de la conversion des droits de douane basés sur les quantités en équivalent 'ad valorem', c'est-à-dire des droits de douane basés sur le prix du produit. Faisant le récapitulatif de la semaine de l'agriculture lors d'une réunion formelle de la session spéciale du Comité de l'agriculture, le 11 février, le président Tim Groser, de la Nouvelle-Zélande, a vivement invité les Membres à trouver un accord sur la conversion des droits spécifiques en équivalents ad valorem. Il a réitéré sa préoccupation concernant le blocage technique sur la conversion ad valorem, lors d'une réunion du Comité des négociations commerciales, le 14 février, en déclarant qu'à moins de trouver un accord au cours des deux prochaines semaines, « l'ensemble de notre plan de jeu est compromis. » Plusieurs Membres se sont fait l'écho de l'appel de Groser, en mettant l'accent sur la nécessité de trouver une solution rapide au problème.

Lors de la deuxième « semaine de l'agriculture » de l'année qui s'est achevée le 18 mars, les négociations informelles se sont poursuivies sur le processus de conversion de droits agricoles « spécifiques » fondés sur les quantités importées en équivalents « ad valorem ». L'établissement des équivalents ad valorem est une condition préalable de la mise en place de la formule de réduction tarifaire qui est un pilier central des négociations agricoles en cours. La session spéciale (de négociation) du Comité de l'agriculture n'est toutefois pas officiellement close. Le président du Comité, l'ambassadeur Tim Groser de la Nouvelle-Zélande a suspendu la réunion du 17 mars, dans le but de convoquer de nouveau le groupe après des consultations informelles, afin d'amener les Membres à convenir, formellement, d'un processus de conversion en équivalents ad valorem. Aucune date n'a été fixée pour cette reprise, mais les Membres se retrouveront probablement après une réunion au niveau ministériel du Groupe de Cairns fixé du 30 mars au 1^{er} avril, à Cartagena, en Colombie.

Groser a rassuré les Membres, lors de la réunion informelle du Comité des négociations commerciales, le 21 mars, que les discussions sur l'agriculture ne sont pas rompues et que les travaux techniques en cours se déroulent dans un esprit constructif. La « semaine de l'agriculture », qui a démarré le 14 mars, a conclu la première évaluation de toutes les questions figurant dans le Paquet de Juillet.

La complexité de la conversion en équivalents ad valorem oppose importateurs et exportateurs

La question de la conversion en équivalents ad valorem a opposé l'UE et les pays du G-10 (importateurs nets de produits alimentaires, essentiellement des pays développés tels que la Suisse et la Norvège) aux Etats-Unis, au Groupe de Cairns de pays exportateurs de produits agricoles et au G-20 (qui regroupe plusieurs pays en développement clés). Le premier groupe a recours à un grand nombre de droits de douane spécifiques.

La conversion en équivalents ad valorem est simple pour certaines lignes tarifaires. Les membres doivent utiliser la méthode de la « valeur unitaire » dans de tels cas, en fondant la conversion sur les valeurs des importations notifiées dans la Base de donnée intégrée (BDI) de l'OMC et sur les volumes des importations.

Les choses se compliquent, toutefois, avec des produits tels que le sucre et certains fromages, par exemple, pour lesquels des préférences et des contingents sont impliqués. Dans de tels cas, les prix à l'importation diffèrent souvent de manière significative des prix mondiaux compilés dans la base de données des statistiques sur le commerce des produits de base (ComTrade) de l'ONU. Les exportateurs de produits agricoles souhaiteraient voir la conversion fondée sur les prix mondiaux les plus bas, ce qui entraînerait la hausse des équivalents ad valorem et à terme, des réductions tarifaires plus fortes. Les Etats-Unis ont proposé une formule qui visant à séparer les cas dans lesquels il y a des écarts significatifs entre les prix mondiaux et les prix à l'importation, sur la base de comparaisons entre les bases de données de l'OMC et de l'ONU. La conversion en équivalents ad valorem pourrait alors se faire différemment dans ces cas – bien que la méthode à suivre n'ait pas encore été décidée.

Sommaire

Mesures Sanitaires et Phytosanitaires, et Obstacles Techniques au Commerce : l'accès aux marchés est-il ouvert aux pays de la sous-région ?	2
Soustraire les préférences à la politique : nécessité d'un new deal pour l'Afrique	4
Les membres de l'OMC incapables de s'entendre sur les amendements à l'article 31 f de l'accord ADPIC, l'accès aux médicaments toujours hypothétique pour les pays pauvres	9
Les ministres du G-20 consolident leur position sur l'agriculture	10
Rapport de la commission Blair pour l'Afrique : un plaidoyer ambitieux pour le continent. Sera t-il suivi d'effets ?	13
Publications et Evénements	24

Les Etats-Unis et le Groupe de Cairns souhaitent le recours aux prix plus faibles de la ComTrade. L'UE et le G-10 soutiennent que ces prix sont insuffisants, car ils ne tiennent pas compte des raisons pour lesquelles les prix à l'importation peuvent être plus supérieurs que les prix mondiaux. Ils soutiennent, par exemple, que certains fromages sont plus chers que d'autres en raison de facteurs qualitatifs. Toutefois, les données de ComTrade ne font pas de différences entre les fromages, contrairement à la base de données de l'OMC.

Mesures Sanitaires et Phytosanitaires, et Obstacles Techniques au Commerce : l'accès aux marchés est-il ouvert aux pays de la sous-région ?

par Vincent Ribier*

Le contexte international

Le basculement progressif des mesures tarifaires vers les mesures non tarifaires

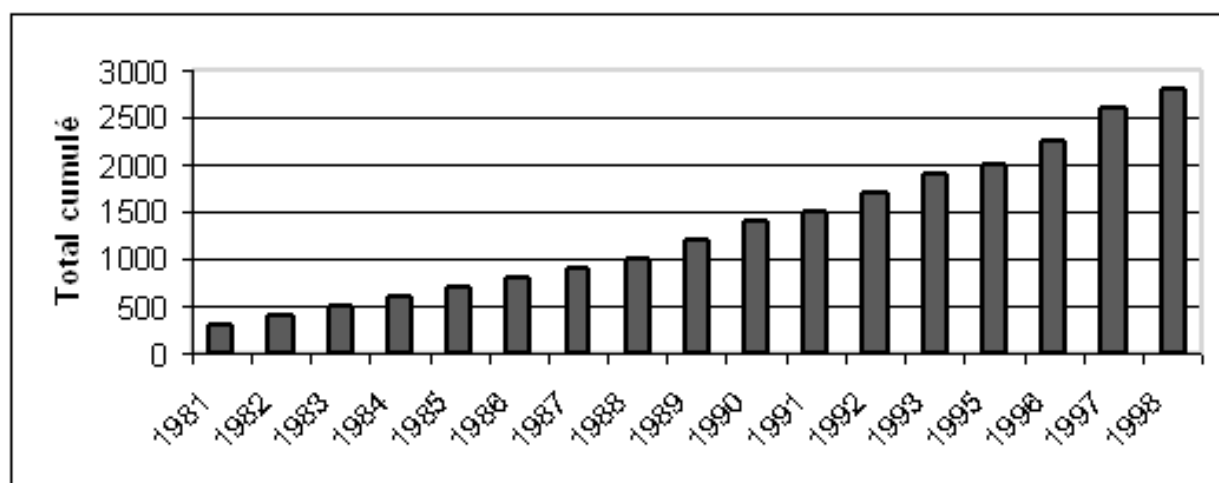
Depuis la deuxième guerre mondiale, le commerce international fait l'objet d'une libéralisation croissante. Le secteur agricole et agroalimentaire, autrefois épargné par les règles du GATT, est depuis l'Uruguay Round et les Accords de Marrakech l'objet d'après négociations ayant pour conséquence une diminution progressive des barrières tarifaires. Cette impulsion provoquée par les instances internationales a été de plus renforcée par la multiplication des négociations bilatérales bloc à bloc débouchant sur des accords de libre échange. La baisse des protections tarifaires a certes contribué à faciliter l'accès aux marchés, mais parallèlement à cela, diverses barrières non tarifaires se sont développées et sont en passe de devenir à l'heure actuelle la principale source d'entrave au commerce. On a ainsi assisté à un basculement progressif des mesures tarifaires vers les mesures non tarifaires : les notifications de mesures techniques (normes de différentes natures, obstacles techniques au commerce) comme conditions d'accès aux marchés sont passées de 300 en 1980 à 3000 vingt ans plus tard (soit une multiplication par 10), alors que dans la même période, les droits de douane étaient fréquemment réduits de moitié.

Le cadre de l'OMC : la référence à des organismes normatifs internationaux, le Codex Alimentarius, l'OIE et le CIPV

L'accord de Marrakech, signé en 1994 en conclusion des négociations commerciales multilatérales menées dans le cadre du GATT (General Agreement on Trade and Tariffs), comprend un accord spécifique sur les normes, dit Accord SPS, qui fait référence depuis lors. Il y est précisé que les législations sanitaires et phytosanitaires sont nécessaires, mais qu'elles ne doivent pas être utilisées dans un but de discrimination et de protection du marché intérieur. Les mesures adoptées doivent être transparentes et avoir un impact restrictif minimum sur les échanges internationaux. Les produits importés, une fois entrés sur le territoire, doivent bénéficier du même traitement que les produits nationaux.

L'Accord SPS fixe comme référence de ce qui est légalement autorisé par les États les normes internationales fournies par des institutions spécialisées : la Commission du Codex Alimentarius pour la santé humaine, l'Office international des épizooties (OIE) pour la santé animale et la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV). Les normes édictées par ces organismes sont reconnues par l'OMC et les mesures de protection qui s'y réfèrent sont admises. Elles ne sont toutefois pas obligatoires. Les États peuvent décider de fixer leurs propres normes en se basant sur des considérations nationales et fixer un niveau de protection

Notification des mesures techniques au GATT/OMC de 1981 à 1998



Source : OECD. Product standards, Conformity Assessment and Regulatory Reform. Organisation For Economic Cooperation and Development, Paris. 1998.

* CIRAD.

plus sévère. Comme toute législation nationale plus stricte que celle des instances internationales doit être scientifiquement justifiée, cela suppose que ces États possèdent une réelle capacité sur le plan scientifique. Les obligations de justification scientifique d'une part, et de notification aux pays partenaires d'autre part, ont pour objet d'éviter une dérive protectionniste dans l'utilisation des accords.

Un impact réel, touchant particulièrement viandes et poissons

L'émergence croissante des mesures sanitaires et phytosanitaires a amené de nombreux auteurs à se pencher sur leur impact en termes d'équilibre des marchés, de flux commerciaux et de bien-être. Une telle évaluation est nécessaire non seulement pour comprendre l'importance de ces mesures mais aussi pour faciliter les négociations commerciales et aider à la résolution des conflits. La tâche est à l'évidence ardue, comme le souligne un ouvrage au titre sans équivoque « Quantifying the impact of technical barriers to trade. Can it be done ? »¹ ! Différentes estimations proviennent des services gouvernementaux des principaux pays développés qui ont mis en place des procédures d'information sur les barrières non tarifaires et recueillent des plaintes formulées par les exportateurs nationaux confrontés à de tels problèmes. Elles donnent quelques ordres de grandeur à ce propos. Le ministère américain de l'agriculture (USDA) a ainsi recensé environ 300 cas où des réglementations nationales nuisaient aux exportations agricoles américaines ; il estime les pertes annuelles occasionnées par ces réglementations à 5 milliards de dollars, dont 1,5 milliard pour les restrictions sanitaires et phytosanitaires. Sur les 5 milliards de dollars de manque à gagner pour les exportateurs américains, 900 millions concerneraient l'Union européenne, concentrés sur quelques dossiers, dont la viande aux hormones (250 millions de dollars) et l'abattage des volailles (50 autres millions).

Une nouvelle forme de protectionnisme ?

La frontière entre le souci légitime de protéger la santé des consommateurs et l'utilisation des normes SPS à des fins protectionnistes n'est pas facile à tracer. La tâche est d'autant plus délicate que les attentes des opinions publiques en matière de sûreté alimentaire sont très diverses et qu'il n'y a pas de modèle socioculturel universel au sujet du risque alimentaire. Ce qui est perçu localement comme une mesure de sauvegarde minimale de la santé humaine est perçu par les partenaires commerciaux comme une pratique illégale ayant pour objet principal d'empêcher les importations de rentrer sur le marché cible. Ces divergences de perception font l'objet de nombreux débats et se traduisent par la multiplication des conflits commerciaux. Il ne saurait y avoir une vérité unique en la matière, mais quelques constats peuvent néanmoins être tirés :

- La volonté de l'OMC d'harmoniser les réglementations en se référant au Codex Alimentarius, jugé trop souple par de nombreux pays développés, conduit de fait à un nivellement par le bas des normes et règlements techniques.

- Les craintes sont tout autres dans les pays du Sud. D'aucuns dénoncent le risque de mise en place d'un système sanitaire à deux vitesses : des exportations conformes aux exigences des marchés internationaux, et une production alimentaire domestique répondant à des normes plus souples.
- Les mesures techniques et sanitaires ont toutefois très fortement augmenté au cours des vingt dernières années, alors même que les droits de douane ont été progressivement réduits. Cette évolution inverse entre protections tarifaires et non tarifaires n'est à l'évidence pas fortuite. Tout se passe comme si les pays reprenaient d'une main le contrôle de l'accès à leur pays qu'ils avaient abandonné de l'autre. On sent implicitement le rôle que peuvent jouer les normes sanitaires dans l'accès aux marchés.
- Un autre constat vient renforcer le sentiment que les normes SPS sont parfois utilisées à des fins protectionnistes : les normes SPS sont très souvent beaucoup plus contraignantes pour les produits dits sensibles (c'est-à-dire les produits pour lesquels il existe une production nationale qui peut être directement concurrencée par les importations) que pour les autres produits.
- Un même constat ressort d'une analyse des importations de l'OCDE. Tous secteurs confondus, les importations au sein de l'OCDE venant de pays non-OCDE font plus l'objet de barrières non tarifaires que ceux provenant des pays OCDE (17 % contre moins de 10 %), mais la tendance est inversée dans le cas des produits agricoles (17 % contre 25 %).

Le cas de la législation de l'UE : Une nouvelle réglementation sanitaire plus restrictive à partir du 1er janvier 2006

L'Union Européenne appliquera à partir du 1er janvier 2006 une nouvelle réglementation relative au contrôle des denrées alimentaires. Le règlement a pour objectif de réorganiser les « contrôles officiels à tous les stades de production et dans tous les secteurs ». Il s'agit d'harmoniser les contrôles sanitaires tout au long de la chaîne alimentaire, depuis la production à la ferme jusqu'à la vente au détail des aliments en incluant les différents traitements, le stockage et le transport.

Pour s'assurer de la conformité des produits européens à la réglementation sanitaire en vigueur, l'UE a doté les autorités compétentes d'importants moyens, afin qu'elles puissent exercer leur mission de contrôle de manière efficace ; des formations sont également mises en place pour renforcer la capacité d'intervention des fonctionnaires européens responsables du contrôle. Celui-ci est avant tout assuré par des organismes gouvernementaux, mais certaines tâches de contrôle peuvent être déléguées à des organismes non gouvernementaux, sous réserve que les modalités d'exécution de ces tâches soient clairement définies. Des laboratoires privés accrédités sont ainsi habilités à procéder à des analyses d'échantillons de diverses natures.

Implication pour les pays de l'UEMOA

Un risque accru de marginalisation

La montée en puissance de la question des normes sanitaires et phytosanitaires tend à fragiliser la position des pays en développement en général, celle des pays de l'UEMOA en particulier. Les raisons en sont multiples :

¹ Quantifier l'impact des barrières techniques sur le commerce, est-ce possible ? Maskus K., Wilson J.S., 2000, Quantifying the impact of technical barriers to trade : a review of past attempts and the new policy context, World Bank.

Soustraire les préférences à la politique : nécessité d'un new deal pour l'Afrique

Andrew Mold*

Au cours des dernières années, les préférences sont devenues, pour les pays développés, des instruments de politiques très populaires pour l'aide au monde en développement, et à l'Afrique en particulier.

Du début des années 70 aux années 90, les éléments de base de l'accès préférentiel aux marchés pour les pays en développement étaient constitués par les Systèmes généralisés de préférences (SGP) de l'Union européenne et des Etats-Unis, ainsi que les Conventions de Lomé, qui élargissaient de manière significative les préférences européennes proposées à travers le SGP à 77 pays ACP (Afrique, Caraïbes et Pacifique). Toutefois, à la suite de la Conférence ministérielle de l'OMC à Singapour, en 1996, de nombreux pays ont élargi ou introduit les préférences en matière d'accès aux marchés en faveur des pays en développement marginalisés, en particulier la liste des Nations-Unies portant sur 50 pays les moins avancés (PMA). En 2001, *l'OMC a enregistré pas moins de 28 initiatives d'accès aux marchés en faveur des PMA* (CNUCED, 2004 :245). Du fait que 33 des PMA sont africains, ces initiatives sont d'une pertinence particulière pour le développement africain. Depuis 2000, l'initiative Tout sauf les armes de l'UE offre aux PMA un accès en franchise de droits pour tous les produits, sauf les armes et trois produits 'sensibles' (bananes, riz et sucre), devant être introduit progressivement à une date ultérieure. A l'exception de l'Afrique du sud, les pays non PMA d'Afrique subsaharienne bénéficient de l'Accord de Cotonou de l'UE (qui a succédé aux Conventions de Lomé). De plus, de nombreux pays africains sont à présent bénéficiaires de l'AGO (Loi sur la croissance et les opportunités en Afrique) des Etats-Unis, votée par le Congrès en 2000 et récemment prorogée jusqu'en 2015.

Pourquoi cette prolifération ?

Il est aisé de voir pourquoi les préférences commerciales non réciproques sont populaires du point de vue des pays bailleurs. En premier lieu, dans un contexte 'd'usure de l'aide', il est à présent largement estimé que les pays en développement peuvent bénéficier davantage de l'opportunité de rehausser leurs exportations que des 'distributions' d'aide. L'usure de l'aide est particulièrement manifeste en Afrique où, jusqu'il y a quelques années, l'aide avait enregistré une baisse significative et persistante depuis la fin de la Guerre froide. Même si les preuves concrètes à l'appui de cette affirmation sont maigres sur le terrain, il est couramment conclu que les accords d'accès aux marchés tels que l'Initiative Tout sauf les armes ont potentiellement d'incidence plus grande sur la réduction de la pauvreté que les programmes d'aide traditionnels. En second lieu, du point de vue des pays qui accordent des préférences, en termes budgétaires, aucun élément explicite n'a à être inclus *ex ante*. Le coût est plutôt présumé *ex post*, en termes de pertes de revenus tarifaires sur les importations (Freres

et Mold, 2004). En période de restrictions budgétaires, cet avantage est important. En troisième lieu, les pays industrialisés qui offrent ces accords d'accès aux marchés sont bien conscients du fait que les pays en développement les plus pauvres ne sont pas réellement à même d'en tirer pleinement profit parce que leur capacité d'offre est extrêmement limitée. En conséquence, tant que ces accords ont des règles d'origine strictes (ce qui est toujours le cas), il y a peu de risque de voir une montée brusque des importations en provenance des pays bénéficiaires. Enfin, et peut-être le point le plus important, en tant qu'instruments unilatéraux, ils ne sont pas contraignants, ce qui laisse les pays développés libres de revenir sur ces initiatives, si l'opportunité politique l'exige. Les modifications à ces peuvent également être apportées à ces initiatives, sans consultations.

Controverses sur l'efficacité

Les pays africains ont tendance à critiquer toute tentative visant à réduire l'accès préférentiel. Nombre d'entre eux sont en outre extrêmement préoccupés par l'érosion des préférences découlant de la baisse généralisée des droits de douane à travers la libéralisation multilatérale et unilatérale. Mais pourquoi les accords préférentiels sont-ils apparemment si populaires auprès des pays bénéficiaires d'Afrique ? On observe couramment que la performance globale des exportations de l'Afrique a été faible au cours des deux ou trois dernières décennies, avec une croissance relativement lente de l'exportation de ses produits de base majeurs et une de progression encore plus lente de la diversification des exportations pour remplacer les produits de base. Depuis l'établissement de la Convention de Lomé, en 1975, par exemple, la part des pays ACP dans les importations européennes a chuté de 7,7% à 2,7% en 2000. Y a-t-il une relation de cause à effet entre ces deux situations ? Les régimes d'accès préférentiels ont-ils involontairement envoyé une série de signaux erronés aux pays africains pour les encourager à continuer de se spécialiser dans les produits de base, en dépit de l'effondrement des termes de l'échange ? C'est certainement l'argument fréquemment avancé par les économistes orthodoxes. La Banque mondiale (1987, citée dans Ozden et Reinhardt, 2002 :2), par exemple, a qualifié les accords préférentiels de 'marché faustien'. La critique fondamentale est que l'accès aux marchés préférentiel fausse les choix commerciaux et que, tout bien considéré, le système retarde effectivement les efforts d'un pays pauvres en vue de se libéraliser. Il est également soutenu que les préférences peuvent transférer artificiellement l'activité économique vers des secteurs où des préférences commerciales existent, mais en désaccord avec l'avantage comparatif à long terme du pays. Une fois que les avantages découlant de l'accès préférentiel sont supprimés ou érodés par la réduction tarifaire avec les pays concurrents, les coûts d'ajustement seront inévitablement élevés. Des craintes ont souvent été exprimées selon lesquelles l'érosion des préférences pourrait entraîner la constitution d'un bloc de pays bénéficiaires de préférences qui feront pression contre la poursuite de la libéralisation multilatérale.

* Andrew Mold est responsable des affaires économiques à la Division du commerce et de l'intégration régionale de la Commission économique pour l'Afrique, à Addis Abéba. Les points de vue exprimés ici ne devraient en aucune façon être attribués à la CEA.

Stratégies pour les pays en développement dans les négociations sur l'agriculture à l'OMC

par Anwarul Hoda*

L'agriculture est au cœur de l'agenda de la série de négociations de Doha. Comme durant le Cycle d'Uruguay, la réussite des négociations plus larges reposera sur les résultats obtenus dans ce domaine. Il y a, pour les pays en développement, certaines questions cruciales qui doivent être prises en compte.

Les pays en développement souhaitant s'assurer un meilleur accès aux marchés et des prix plus élevés pour leurs produits agricoles, tout en veillant dans le même temps à ce que leur propre agriculture ne soit pas exposée à des risques injustifiables et que les moyens d'existence des agriculteurs ne soient pas compromis. Le présent article tente de formuler la position que ces pays auraient intérêt à adopter dans les négociations.

Il faut reconnaître dès le départ, qu'il y a une grande diversité dans la situation alimentaire et agricole des différents pays en développement, et qu'il pourrait y avoir des différences dans les buts que ces pays se fixent dans les négociations. En raison de l'espace limité disponible, nous ne traitons les questions que du point de vue des pays du Groupe des 20 (G-20), qui sont des producteurs à bas coûts de produits agricoles et qui tirent des montants substantiels en devises de leurs exportations.

Les membres du G-20 ont de vastes populations qui tirent leurs moyens d'existence de l'agriculture, mais qui ont, dans le même temps, des pans importants de consommateurs à faible revenu. Ils utilisent le soutien interne et les subventions à l'exportation à une échelle beaucoup plus faible que les pays industrialisés. Les perspectives de ces pays ont beaucoup en commun avec celles d'autres pays en développement. Toutefois, certains groupes tels que les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires, les PMA et le Groupe d'Etats ACP (Afrique, Caraïbes et Pacifique) auraient à prendre en compte les spécificités de leur situation en complétant les objectifs de négociation énoncés ici pour le G-20 par des propositions additionnelles.

Au vu de la situation agricole du G-20, il serait dans l'intérêt des membres de déployer leurs efforts en vue d'une réforme profonde de l'agriculture mondiale car la flexibilité continue dans le recours aux subventions internes et aux subventions à l'exportation ne leur serait pas bénéfique, mais préjudiciable. Bien que certains des membres du G-20 aient consolidé leurs droits de douane agricoles à un niveau très élevé, ils ne peuvent guère se permettre de fixer des niveaux élevés pour leurs droits appliqués s'ils doivent veiller aux intérêts des consommateurs à faible revenu. Alors que le Cadre de juillet penche pour des changements dont on ne peut pas dire qu'ils soient fondamentaux (à l'exception de la concurrence à l'exportation), il y a toujours une possibilité de rechercher de tels changements. Si des réformes profondes

des étaient de fait réalisées, le G-20 n'aurait besoin de traitement spécial et différencié que dans une modeste mesure.

Cet article propose la 'meilleure position' que ces pays devraient adopter. Ceci ne signifie pas que le G-20 devrait permettre au mieux d'être l'ennemi du bien, et ne pas accepter un résultat qui cherche à régler les questions à mi-parcours dans une série de négociations de Doha acceptable dans l'ensemble.

Soutien interne

Le Cadre de juillet appelle à une réduction générale du soutien interne ayant des effets de distorsion des échanges à travers l'application d'une approche étagée et parle de réductions ayant un effet harmonisateur. L'idée générale qui sous-tend une approche étagée et un effet harmonisateur est une réduction de la disparité des niveaux de soutien interne entre membres de l'OMC. La meilleure mesure de la subvention n'est pas son niveau absolu, mais le pourcentage de la subvention par rapport à la valeur de la production agricole du pays. En faisant ses propositions, le G-20 doit garder à l'esprit la possibilité, dont les membres disposaient auparavant, de passer d'une catégorie à une autre. En gardant ces aspects à l'esprit, il serait approprié pour le G-20 de proposer que la réduction à travers une formule étagée soit assez substantielle pour réaliser l'objectif selon lequel la somme de tout le soutien qui fausse les échanges octroyé par chaque Membre converge vers 5% de la valeur totale de sa production agricole. Ainsi, si la somme de tout le soutien qui fausse les échanges accordé par un Membre à la fin de la période de mise en œuvre des engagements du Cycle d'Uruguay est de 20% de la valeur totale de la production agricole, ce membre doit être tenu de réduire ce taux de 75%. Par ailleurs, un Membre dont la somme de tout le soutien interne ayant des effets de distorsion des échanges est de 10% peut être tenu de n'effectuer qu'une réduction de 50%. Dans ce schéma, il serait beaucoup moins important d'obtenir des engagements séparés pour la réduction de la MGS (Mesure globale de soutien) totale consolidée finale, de la Catégorie bleue et des restrictions *de minimis*. Les Membres pourraient bénéficier de la flexibilité d'effectuer des réductions dans chaque volet dans la mesure nécessaire pour réaliser l'engagement de réduction général. Toutefois, des engagements séparés doivent être obtenus pour garantir que le soutien par produit n'est pas supérieur à plus de 15% (trois fois la limite générale) de la valeur de la production du produit de base visé.

Il est à présent généralement reconnu que le nombre des mesures listées dans la Catégorie verte ont beaucoup plus que des effets de distorsion minimale des échanges et de la production. Aux fins du mandat énoncé dans le Cadre de juillet, portant sur le réexamen des critères de la Catégorie verte, le G-20 devrait proposer que le soutien du revenu découplé puisse prétendre à des effets de distorsion tout au plus minimale, si l'éligibilité à ce type de soutien est limité aux agriculteurs disposant de ressources restreintes.

* Anwarul Hoda, ancien directeur général adjoint de l'Organisation mondiale du commerce, est membre de la Commission de planification du Gouvernement indien. Les points de vue exprimés dans cette contribution sont personnels et ne reflètent pas nécessairement la position du Gouvernement indien.

Stratégies pour les pays en développement... (suite de la page 5)

Réussir à obtenir un engagement sur l'élimination des subventions à l'exportation a été, sans nul doute, un accomplissement pour les Membres de l'OMC en faveur des réformes, mais il faut se rappeler que le soutien interne, et les versements directs, en particulier, peuvent remplacer les subventions à l'exportation. Afin de consolider les acquis réalisés dans le Cadre de juillet, il est impératif que le G-20 recherche des réductions profondes du soutien interne. Sans réductions tant dans le soutien interne que dans les subventions à l'exportation, il serait difficile pour ces pays d'accepter une réduction substantielle de leurs droits de douane agricoles comme cela est proposé ci-dessous.

Dispositions en matière de traitement spécial et différencié pour le soutien interne

Pour ce qui est des pays en développement, nous devons tenir compte du fait que seuls 15 Membres ont souscrit à des engagements de réduction du soutien interne et dans la plupart des cas, leur MGS actuelle est inférieure à 5% de la valeur totale de la production. A la lumière de ceci, la disposition relative au traitement spécial et différencié qui permet aux pays en développement de procéder à des réductions à un pourcentage plus faible et sur une période de temps plus longue est sans grands effets. Douze pays ont bénéficié de la disposition *de minimis*, mais la moyenne de la somme du soutien total notifié durant la période 1995-98 en pourcentage de la valeur totale de la production agricole était inférieure à 5% pour tous les pays. La disposition de traitement spécial et différencié sur le soutien interne énoncée dans l'article 6.2 est largement utilisée et 25 pays en développement ont signalé y avoir eu recours durant la période 1995-98. Il en résulte que cette disposition est la seule en matière de traitement spécial et différencié sur le soutien interne que les pays en développement devraient chercher à conserver. De fait, ils devraient proposer sa consolidation en suggérant une interprétation selon laquelle lorsque tous les agriculteurs peuvent prétendre à des subventions aux intrants ou à l'investissement généralement disponibles, le pourcentage des subventions accordées aux agriculteurs pauvres à faible revenu, disposant de ressources limitées doit être déduit dans le calcul du soutien autre que par produit.

Accès aux marchés

Afin de garantir qu'une 'approche unique' pour tous les pays en développement et développés Membres remplit tous les objectifs du mandat de Doha, le Cadre de juillet envisage des réductions tarifaires effectuées à travers une formule étagée qui tient compte des différentes structures tarifaires des membres. Le premier objectif du G-20 devrait être de rechercher des réductions très fortes dans les lignes tarifaires qui ont des niveaux élevés de droits et beaucoup moins fortes dans les fourchettes plus faibles. De fait, l'objectif devrait être d'établir un plafond commun sur les droits de douane à la fin de la période de mise en œuvre.

Ceci peut être fait en proposant que la réduction de la fourchette la plus élevée soit abaissée au niveau désigné de 'x' pour cent *ad valorem* pour toutes les lignes tarifaires dans lesquelles le niveau consolidé est supérieur à ce niveau. Pour les produits sensibles, le plafond pourrait être plus élevé. Les fourchettes spécifiques inférieures au plafond et la réduction en pourcentage à faire dans chaque fourchette pourraient suivre le schéma suggéré par l'an-

Termes clés

MGS : Mesure globale de soutien, familièrement appelée la Catégorie ambre ; renvoie aux subventions ayant le plus d'effets de distorsion des échanges. Selon le Cadre de juillet, ces subventions doivent 'être réduites de manière substantielle', les niveaux plus élevés des subventions des pays développés faisant l'objet de réductions plus fortes. Des plafonds de dépenses par produit doivent être fixés.

Soutien consolidé total : Comprend la Catégorie ambre, la Catégorie bleue et le soutien *de minimis*. Selon le Cadre de juillet, le soutien consolidé total doit être réduit de manière substantielle.

Catégorie bleue : Soutien visant à limiter la production et – depuis le Cadre de juillet – le soutien non lié à la production ; doit être plafonné à 5% de la valeur de la production agricole totale d'un Membre.

De minimis : Les pays développés peuvent actuellement octroyer des subventions du type de la Catégorie ambre pour un maximum de 5% de la valeur de leur production agricole totale. Pour les pays en développement, la limite *de minimis* est de 10%. Tous les Membres doivent réduire ces niveaux, mais les pays en développement qui affectent la plupart de leurs programmes *de minimis* aux agriculteurs pratiquant une agriculture de subsistance et disposant de ressources limitées seront exemptés.

Article 6.2 de l'Accord sur l'agriculture : permet aux pays en développement d'accorder un soutien à l'investissement et un soutien aux intrants pour le remplacement des cultures de plantes narcotiques illicites.

Article 9.4 de l'Accord sur l'agriculture : permet aux pays en développement d'accorder des subventions pour réduire le coût de la commercialisation des exportations, notamment les coûts de transport.

Droits de douane ad valorem : Exprimés en pourcentage de la valeur d'une marchandise, au lieu d'un montant monétaire fixe par volume.

cien président du Comité de l'agriculture dans ses propositions du 18 mars 2003. S'il y a un accord sur la fixation des plafonds tarifaires à des niveaux raisonnables et sur des réductions tarifaires de l'ordre suggéré par l'ancien président, le G-20 pourrait convenir de permettre à tous les Membres de recourir à un mécanisme de sauvegarde spéciale pour l'agriculture.

Dispositions en matière de traitement spécial et différencié pour l'accès aux marchés

Le Cadre de juillet permet aux pays en développement de désigner comme Produits spéciaux un 'nombre approprié' de produits qui pourraient prétendre à un traitement plus flexible. Afin d'être crédible, le G-20 devrait proposer pour les Produits spéciaux un plafond tarifaire au même niveau que pour les Produits sensibles (cette catégorie étant ouverte à tous les Membres). Le traitement flexible qu'ils devraient rechercher pour les produits de cette ca-

(suite à la page 19)

Importations massives de poulets congelés dans les pays africains : Méfais commerciaux et sanitaires Cas du Cameroun

Par Bernard Njonga*

Entre 1994 et 2003, l'importation de poulets congelés au Cameroun est passée d'environ 60 tonnes à 22.154 tonnes en 2003. Mais, c'est de 1996 que débutent réellement les importations massives de poulets congelés au Cameroun, juste quelques mois après la ratification des accords de l'OMC (Septembre 1995) qui scellent l'ouverture des marchés aux produits de tout horizon.

A partir de cette date, les choses sont allées vite, comme si les caisses de poulets congelés attendaient aux portes (frontières) du Cameroun, le temps qu'elles s'ouvrent.

L'accroissement entre 2002 et 2003 est encore plus inquiétant. De 14.750 tonnes en 2002, on est passé à près de 22.000 tonnes soit un accroissement annuel de 49%. A ce rythme, Si rien n'est fait d'ici 2010, c'est à dire dans cinq ans, on aura atteint les 72 000 tonnes d'importation annuelle de poulets congelés. Ce qui largement suffisant pour tuer deux fois toute la production nationale.

La courbe et les données du tableau ci-après montrent un ralentissement des importations en 2001. Ce fléchissement fait suite à la circulaire du Ministère de l'élevage, des pêches et des industries animales (MINEPIA) du 2 février 2001 interdisant les importations de viandes en provenance de pays européens suite au phénomène de la dioxine. Cette interdiction n'aura malheureusement duré que six mois. Les importations reprennent de plus belle, et sans aucune levée de l'interdiction.

Remarque importante : Qu'est ce qui peut expliquer qu'en 2000, on ait importé encore plus de poulets qu'en 1999 (de 11 900 tonnes à 13 500 tonnes) alors que, suite à l'affaire de la dioxine en Europe, plusieurs éleveurs étaient sensés détruire (brûler) leurs cheptels ?

Une bonne partie de ces poulets à la dioxine aurait-elle pris le chemin de l'Afrique ?

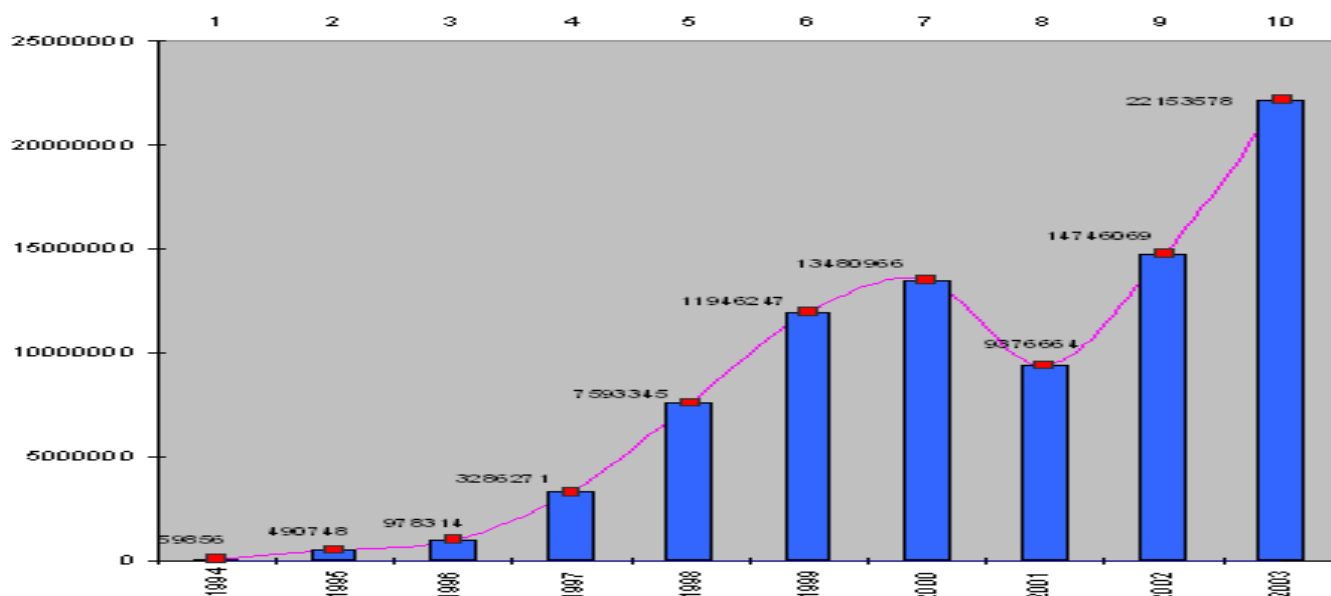
Quand on s'imagine qu'en 2000, on a importé de la Belgique, pays européen le plus touché par la dioxine, 4.282 tonnes de congelés soit 32% du total annuel, il n'y a qu'un pas vite franchit qui abouti à la conclusion qu'on a bien consommé le poulet à la dioxine au Cameroun.

Entre 1997- 2000, alors que les importations de poulets congelés passaient de 3.300 tonnes à 13.500 tonnes (une augmentation de 309%), la production nationale diminuait, passant de 26.500 tonnes à 19.500 tonnes (une réduction de 26%). Toute chose étant égale, en 2003, la production nationale aura chuté de 46% pour se situer autour de 10.500 tonnes.

Avant l'année 1996, l'importation des volailles congelées était insignifiante au Cameroun. Les quelques tonnes importées se vendaient dans les supers marchés de Yaoundé et Douala, pour une

(suite à la page 8)

Tableau 1 : Evolution des importation sur les dix dernières années(1994-2003)



Sources : Données des services de la mécanographie et de la direction des douanes du port de Douala

* Services d'Appui aux Initiatives locales de Développement (SAILD).

Importations massives de poulets congelés ... (suite de la page 7)

clientèle composée essentiellement d'expatriés. Ces produits étaient considérés comme aliments de luxe, chers et réservés aux classes aisées de la société. Ces importations étaient majoritairement tout ou parties de canards, oies et pintades (peu consommés et très peu produits localement), rarement les découpes de poulets. Les importateurs eux aussi, étaient peu nombreux. C'est donc à partir de 1996 qu'on assiste à la popularisation des poulets congelés, dindes et dindons avec l'avènement de plusieurs autres acteurs importateurs.

Quatre Vingt deux (82) entreprises ont importé au total 84.112.058 kg de volailles congelées au Cameroun entre 1994 et 2003. Parmi celles-ci, les dix premiers importateurs ont tous introduit chacun plus de 1500 tonnes de volailles congelées, soit au total 58.106.475 kg représentant plus de 74 % des importations.

D'après la réglementation en vigueur, l'importation de poulet congelé est conditionnée par l'obtention d'une autorisation du MINEPIA qui détermine le tonnage annuel du produit à importer pour combler les insuffisances de la production nationale. Le MINEPIA repartie ce tonnage entre les importateurs - chacun ayant son quota (quantité) mentionné sur son autorisation.

Tableau 2 : Ecart entre quantités autorisées et quantités importées

Années	MINEPIA	Port	Ecart : Quantité non autorisée
	Qté Autorisée	Réelle importée	
1994	12000	59856	+ 47 856
1995	629000	490748	- 136 252
1996	846400	978314	+ 131 914
1997	3398000	3286271	- 11 729
1998	6977000	7593345	+ 616 345
1999	6481000	11946247	+ 5 465 247
2000	6241000	13480966	+ 7 239 966
2001	8990000	9376664	+ 386 664
2002	6441000	14746069	+ 8 305 069
2003	8500000	22153578	+ 13 653 578

Source : Données des services de la mécanographie, de la direction des douanes du port de Douala et du MINEPIA

Le tableau et le graphique ci-dessus, démontrent à suffisance les faits de non contrôle qui caractérisent « le monde » des poulets congelés au Cameroun. Deux, voire trois fois plus que la quantité autorisée, c'est la règle. Non contrôle au niveau des quantités, non contrôle de la qualité. Les décrets N°86/711 du 14 juin 1986 fixant les modalités d'inspection Sanitaire Vétérinaire et N° 75/525 du 16 juillet 1975 portant réglementation des Etablissements d'Exploitation en matière d'Elevage et des Industries Animales, sont ignorés à suffisance. Une véritable catastrophe pour la santé des populations, pour les producteurs et pour l'économie nationale.

Poulets congelés, Poulets à risque....

Les poulets congelés importés proviennent suivant les cas de six sources qui toutes font d'eux des produits bon marché et malheureusement très dangereux pour la santé

Des « poulets export »

Les normes d'élevage de poulets destinés à la consommation dans les pays de l'Union Européenne (poulet standard) , imposent une densité de dix (10- 12) poules par m² en élevage, et les poules doivent être nourries pendant 45 jours au minimum. Or que se passe-t-il ? Certains éleveurs mettent 20 voire 30 poules au m². Au bout de 30- 35 jours, l'éleveur commence le déstockage, c'est à dire qu'il trie les plus gros poulets, ceux qui ont bousculé pour se nourrir des premières provendes riches en antibiotique (activateur de croissance). L'éleveur libère ainsi de la place aux autres poules qui elles, après 45 jours seront vendues sur les marchés européens. Les poulets de 30-35 jours sont interdits de consommation dans l'Union Européenne et donc destinés à l'exportation. Ils sont d'ailleurs appelés « poulet export ». Ce sont des poulets non mûrs et sans goût qui prennent le bateau en direction de l'Afrique.

Des poulets non mûrs, nourris aux antibiotiques

Pendant ces huit dernières années et suite à la mondialisation, plusieurs fermes spécialisées dans l'élevage des « poulets export » se sont développées en Europe. Ces élevages nourrissent (gonflent) les poulets à la provende - riche en antibiotiques (activateur de croissance) et autres concentrés douteux. Au bout de 30-35 jours, quoique non mûrs, ces poulets prennent la direction des abattoirs, puis le bateau et trois semaines après, arrivent en Afrique. Il ne faut pas s'étonner que les congelés qu'on vous propose sur le marché africain soient des grosses cuisses de coq et autres ailes, presque sans goût. Fait nouveau, ces élevages étant très polluants, ils font aujourd'hui l'objet d'attaques de la part des écologistes et autres défenseurs de l'environnement. En réaction, les tenants de ces élevages délocalisent progressivement en Amérique Latine et en Asie. Il ne faut donc pas s'étonner si dans les mois et années à venir, les poulets congelés portent le sceau de l'Argentine, du Brésil ou Taiwan. Malheureusement, sans changement pour ce qui concerne la qualité.

Des abats et sous produits : Aliments pour chiens et chats

Sur le marché européen, les consommateurs préfèrent la viande blanche. C'est à dire le bréchet ou encore la poitrine du poulet. Le producteur rentre dans ses frais en ne vendant que le bréchet. Les cuisses et les ailes sont considérées comme des sous produits, ou encore les abats qu'on peut vendre à n'importe quel prix. Quelle bonne affaire pour nos importateurs qui ont su nouer des relations « d'affaires » avec les chaînes d'abattage pour leur faire des paquets avec ces abats. Le problème ici, c'est que ces sous produits n'étant pas destinés au marché européen, on ne s'oblige aucun égard hygiénique par rapport à ces sous produits autant qu'ils le font pour les bréchets. Pour quoi se casser la tête...si c'est pour l'export ? Signalons en passant que ces abats qui inondent nos marchés sont traditionnellement récupérés par les industries qui fabriquent les aliments : croquettes et autre pâtes pour chiens et chats. C'est tout dire.

(suite à la page 19)

Les membres de l'OMC incapables de s'entendre sur les amendements à l'article 31 f de l'accord ADPIC, l'accès aux médicaments toujours hypothétique pour les pays pauvres

Les discussions sur les modalités d'accès aux médicaments essentiels pour les pays pauvres dépourvus de capacité de fabrication sont toujours dans l'impasse à l'OMC. En dépit de la volonté fortement exprimée par les membres dans la décision du 30 août 2003, quelques semaines avant la conférence ministérielle de Cancun, les membres n'ont pas été en mesure de respecter le délai de référence du 31 mars 2005 convenu pour opérer des amendements formels à l'article 31 de l'Accord sur les ADPIC, afin de faciliter l'exportation de médicaments produits sous licence obligatoire.

Plusieurs réunions tenues à cet effet n'ont pas permis de lever les divergences. Une réunion du Conseil de l'Adpic tenue les 8 et 9 mars a été suspendue pour laisser le président poursuivre des consultations dans le but de respecter la date butoir. Celles-ci n'ont pas cependant été plus fructueuses et les rencontres qui ont suivi, celles des 29 et 31 mars, n'ont pu que constater l'étendue des divergences et l'impasse objectif dans lequel se trouve actuellement le débat sur les médicaments et la santé publique.

Santé publique : les Membres divisés sur la proposition du Groupe africain relative à la mise en œuvre de la Décision du 30 août

Les discussions au sein du Conseil des ADPIC ont porté sur une Décision du 30 août 2003, émanant du Conseil général, qui énonce les circonstances dans lesquelles les pays n'ayant pas de capacités de fabrication dans le secteur pharmaceutique peuvent importer des versions génériques de médicaments encore sous licence – sous réserve d'un grand nombre de conditions tant dans le pays exportateur que dans le importateur. Dans la Décision – dont l'adoption a été accompagnée d'une déclaration du président du Conseil général, assurant qu'elle ne serait pas utilisée de manière abusive – les Membres convenaient que la dérogation durerait jusqu'à ce que l'Accord sur les ADPIC soit amendé de manière permanente. La date pour ce faire, déjà prorogée, est fixée au 31 mars 05.

Les discussions ayant trait à la santé publique se sont concentrées sur une communication du Rwanda, au nom du Groupe africain (composé des Membres africains de l'OMC) contenant des arguments juridiques à l'appui de la proposition du Groupe, présentée en décembre 2004, portant sur l'amendement de l'article 31 de l'Accord sur les ADPIC (IP/C/W/437). La communication aborde la forme juridique de l'amendement, les justificatifs de la modification de la Décision du 30 août, et le statut de la Déclaration du président. Elle soutient qu'une note de bas de page ne serait pas suffisante pour amender l'article 31 de l'Accord sur les ADPIC, parce qu'une note de bas de page n'apporterait pas suffisamment d'assurance et de sécurité d'un point de vue juridique en ce qui concerne la mise en œuvre de l'amendement. Ainsi, soutient le Groupe africain, le texte d'amendement devrait être inséré dans le corps de l'Accord.

La communication du Groupe africain suggère également la suppression d'un certain nombre de dispositions de la Décision du 30 août. La communication suggère que ces modifications supprimeraient simplement des dispositions dont le but était déjà atteint, ou qui seraient redondantes dans le contexte d'un amendement, ou encore dont le but serait atteint par ailleurs par d'autres dispositions de l'Accord sur les ADPIC. Concernant la déclaration du président, la proposition du Groupe africain s'oppose à ce qu'elle fasse partie intégrante de la Décision du 30 août. Elle ne devrait donc pas faire partie de l'amendement. Toutefois, comme le Groupe africain l'a proposé, les Membres pourraient envisager de lire cette déclaration au moment de l'adoption de l'amendement.

Les discussions et les commentaires sur la communication ont réaffirmé les positions adoptées par les Membres lors de la réunion du Conseil des ADPIC du 10 décembre. L'UE a été d'avis avec les Etats-Unis pour déclarer que la proposition du Groupe africain ne reflétait pas tous les éléments de la Décision du 30 août et qu'elle était donc inacceptable. Toutefois, l'UE a été effectivement en accord avec l'argument avancé par le Groupe africain selon lequel l'approche d'une note de bas de page n'était pas la meilleure solution pour amender l'Accord sur les ADPIC. L'UE a également soutenu la proposition de lecture de la déclaration du président au moment de l'adoption de l'amendement.

D'autres pays développés tels que la Suisse, le Japon et le Canada ont déclaré que le résumé du président était, de leur avis, une partie essentielle de la Décision et un élément clé de leur volonté d'accepter la Décision. Ils se sont dits en faveur de l'approche de la note de bas de page mais se sont montrés assez disposés à examiner des solutions alternatives.

Par ailleurs, plusieurs pays en développement, notamment l'Argentine, le Brésil, Hongkong, l'Inde, la Jamaïque, le Kenya, la Malaisie et les Philippines, ont appuyé la proposition du Groupe africain. Ces pays ont mis l'accent sur le fait que la Décision et le résumé du président avaient des statuts juridiques différents et que l'inclusion de ce dernier dans l'amendement en rehausserait de manière injustifiable le statut juridique. Certains pays en développement ont rappelé que le but principal de la Décision du 30 août était d'apporter une réponse à un problème humanitaire et que sa mise en œuvre devait se faire dans cet esprit.

Les Membres ont accepté la proposition faite par le président du Conseil des ADPIC, Miller de Hongkong, de poursuivre les consultations afin de trouver une solution dans les délais convenus. Toutefois, sa proposition visant à débattre du texte de la Décision paragraphe par paragraphe a été rejetée par les Etats-Unis et la Suisse, qui ont jugé que cette approche reviendrait de facto à rouvrir les négociations sur la Décision.

La prochaine réunion du Conseil des ADPIC est fixée aux 14-15 juin et 25-26 octobre 2005.

Les ministres du G-20 consolident leur position sur l'agriculture

Les ministres du commerce du G-20 – un groupe de pays en développement qui s'est constitué dans la période menant à la Conférence ministérielle de l'OMC à Cancun, en septembre 2003, pour contrebalancer le rôle dominant joué par les pays développés dans les négociations sur l'agriculture – se sont réunis les 18 et 19 mars à New Delhi, en Inde. A la suite de deux journées de discussions, auxquelles assistaient également des représentants de pays en développement ne faisant partie du G-20, le groupe a adopté une « Déclaration de New Delhi » qui appelle à l'élimination des subventions à l'exportation d'ici 5 ans au plus tard. La réunion a également accueilli un nouveau membre au sein du G-20, l'Uruguay.

Lors d'un point de presse à la suite de la réunion, le ministre du commerce indien, Kamal Nath, a mis l'accent sur le fait que les subventions à l'exportation devaient être supprimées, alors que le secrétaire d'Etat au commerce de la Chine, Yi Xiaozhun, mettait l'accent sur le fait que « les pays riches doivent être sensibles à nos préoccupations en matière de sécurité alimentaire. L'Inde et la Chine ont de grands intérêts en jeu dans l'agriculture, car nos populations en dépendent. » Le ministre des affaires étrangères du Brésil, Celso Amorim, a déclaré que certes « Il peut y avoir des points de divergences sur les nuances [mais que le] G-20 est solide comme un roc et représente l'unité dans la diversité. »

La Déclaration de New Delhi

La Déclaration de New Delhi met l'accent sur la dimension développement des négociations sur l'agriculture, en notant : « Notre objectif commun est de mettre un terme aux politiques ayant des effets de distorsion des échanges dans l'agriculture, qui sont mises en œuvre par les pays développés, pour contribuer à la croissance et au développement des pays en développement. » La Déclaration souligne également l'importance que revêt la phase actuelle de négociations dans la période menant à la Conférence ministérielle de Hongkong, en décembre, au cours de laquelle les Membres visent à convenir de modalités pour l'agriculture (par exemple les pourcentages pour les abaissements des droits de douane et des subventions, les formules de réduction, les critères pour le soutien interne, les listes, les délais et les périodes transitoires).

Concernant le soutien interne, le groupe note que les niveaux actuels sur la table à l'OMC sont gonflés, et que les abaissements devraient être substantiels pour que les résultats aient des effets réels sur le terrain. Des disciplines sont nécessaires pour la catégorie bleue (subventions partiellement découplées liées à des programmes de limitation de la production) et la catégorie verte (subventions découplées ou ayant des effets de distorsion minimale des échanges) afin de contrecarrer le « transfert de catégories ». En outre, la catégorie verte devrait prendre en compte les programmes de développement dans les pays en développement et les pays en développement ne devraient pas être tenus de réduire le soutien 'de minimis'. Un seuil de minimis, exprimé en pourcentage, est le montant du soutien interne qu'un pays peut exempter de son calcul du total des soutiens internes, et donc de réductions supplémentaires. Pour les pays développés, le seuil de minimis est limité à 5%, alors que pour les pays en développement, il est de 10%.

Pour ce qui est de la concurrence à l'exportation, le G-20 appelle à « un engagement de statu quo immédiat sur toutes les formes de subventions à l'exportation ». L'UE a récemment réintroduit des subventions à l'exportation sur le blé. La Déclaration affirme en outre que les subventions à l'exportation devraient être supprimées dans un délai de 5 ans, avec des réductions significatives à appliquer le plus tôt possible.

Sur l'accès aux marchés, le groupe note l'importance que revêt un processus transparent pour la conversion de tarifs agricoles 'spécifiques' fondés sur les quantités en équivalents 'ad valorem', c'est-à-dire des tarifs fondés sur le prix du produit. Les tarifs devraient rester ad valorem, au lieu d'être reconvertis en tarifs spécifiques. Les négociations de l'OMC sur la conversion des équivalents ad valorem sont actuellement bloquées. Pour ce qui est de la formule de réduction tarifaire, le groupe met l'accent sur trois questions : la progressivité, c'est-à-dire que les droits élevés devraient procéder à des réductions plus fortes ; la proportionnalité, à savoir que les pays en développement devraient procéder à des abaissements plus faibles ; et la flexibilité pour prendre en compte certaines sensibilités, sans compromettre l'objectif qui est l'amélioration substantielle de l'accès aux marchés.

Examen d'une large gamme de questions concernant les pays en développement

La réunion a G-20 a également attiré des participants du Groupe africain, des pays ACP, des PMA, de la CARICOM (Communauté caraïbe) et du G-33 de pays qui appuient la désignation des produits sensibles et un mécanisme de sauvegarde spéciale en faveur des pays en développement. Plusieurs questions présentant un intérêt particulier pour ces pays ont été examinées lors de la réunion. La Déclaration de New Delhi du G-20 prête une attention particulière au coton, en mettant l'accent sur l'importance qu'elle revêt pour les producteurs africains en particulier, et appelle à convenir de mesures effectives pour ce secteur lors de la première approximation des modalités que les Membres doivent conclure en juillet.

Concernant les produits spéciaux et le mécanisme de sauvegarde spéciale, la Déclaration note que les concepts font partie intégrante du traitement spécial et différencié en faveur des pays en développement et que le G-20 est attaché à les rendre opérationnels. Les ministres ont toutefois soutenu que le Mécanisme de sauvegarde spécial existant à l'OMC – utilisé essentiellement par les pays riches – était conçu comme instrument transitoire et devait être supprimé.

La Déclaration appelle à des modalités pour le plein accès des produits tropicaux des pays en développement, tout en notant avec inquiétude « le recours aux obstacles non tarifaires par les pays développés, qui font obstacle aux exportations de produits présentant un intérêt pour les pays en développement. » Elle prend également en compte l'érosion des préférences – une question épineuse, source de division entre les pays en développement – en appelant à : l'élargissement de l'accès aux marchés pour les pro-

(suite à la page 20)

Divergences persistantes entre les Membres sur la formule d'accès aux marchés pour les produits non agricoles

Durant les discussions sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles, la semaine passée, le Brésil et l'Inde ont soutenu que les propositions des Etats-Unis et de l'UE portant sur la réduction des droits de douane pour les produits industriels affecteraient les pays en développement de manière disproportionnée. La « semaine de l'agriculture » s'est conclue le 18 mars par une réunion du Groupe de négociation de l'accès aux marchés.

dernièrement, plusieurs réunions informelles, bilatérales et pluri-latérales ont été tenues, ainsi que des discussions techniques de la « Salle D », le 16 mars

Les discussions de la Salle D se concentrent sur la formule

La majeure partie des discussions de la Salle D était concentrée sur quatre communications récentes sur la formule de réduction tarifaire. Les communications, qui reposaient toutes sur une formule d'harmonisation « suisse » exigeant des fortes réductions des tarifs élevés, émanaient de la Norvège (TN/MA/7/Add.1), de l'UE, des Etats-Unis, et conjointement, du Brésil, de la Colombie et du Mexique (TN/MA/50).

Le paragraphe 8 de l'annexe B de l'accord-cadre de juillet (WT/L/579) énonce spécifiquement : « les pays en développement participants auront des périodes de mise en œuvre plus longues pour les réductions tarifaires, » et qu'en outre « ils se verront ménager » la flexibilité d'appliquer des abaissements inférieurs à ceux requis par la formule pour un certain nombre de lignes tarifaires, et de laisser un petit nombre de lignes tarifaires non consolidées. De plus, aux fins de l'accord-cadre, les pays les moins avancés et les pays lignes tarifaires consolidées sont inférieures à 35% (ceux-ci tendent à être parmi les plus pays pauvres) seront exemptés de l'application de la formule.

Chacune des quatre communications débattues a avancé des suggestions visant à permettre aux pays en développement un certain niveau de traitement spécial et différencié. Par exemple, l'UE, comme la Norvège, a proposé de donner aux pays un « crédit » sous forme de prescriptions de réduction tarifaires plus faibles, en échange de l'abandon du recours à d'autres flexibilités offertes par le paragraphe 8, telles que la possibilité de laisser certaines lignes tarifaires non consolidées ou d'exclure certains produits de la réduction tarifaire. Les Etats-Unis ont proposé un système à « double coefficient » qui permettrait aux pays en développement de procéder à des réductions tarifaires plus faibles, également à la condition de renoncer aux flexibilités prévues dans le paragraphe 8.

Peu satisfaits des communications européenne et américaine, le Brésil et l'Inde présenteront leurs propres propositions

Des sources dans les milieux du commerce font état du fait que le Brésil avait vivement critiqué les propositions américaine et européenne, qui semblent demander aux pays pauvres « une réciprocité plus que totale ». Les pays en développement, notamment le Brésil, la Chine, l'Inde, l'Indonésie, la Malaisie et les Philippines, se sont opposés à la demande de ce qu'ils ont qualifié d'approche

onéreuse de la formule suisse, en soutenant qu'elle omettait de prendre en compte les intérêts des pays en développement, et qu'elle portait atteinte au principe d'une « réciprocité qui ne soit pas totale » en faveur des pays en développement, cité spécifiquement à la fois dans la déclaration de Doha et dans le mandat de l'Ensemble de juillet à propos de l'accès aux marchés pour les produits non agricoles. Du fait que les pays en développement ont tendance à avoir des droits industriels plus élevés que dans les pays industrialisés, ils seraient tenus, aux fins d'une approche de la formule suisse, de procéder à des réductions tarifaires plus fortes, tant en pourcentage qu'en termes effectifs. Selon un négociateur d'un pays en développement, il semblerait que l'objectif des pays développés était d'interdire totalement les droits de douane dans les pays en développement, et ils agissaient en conséquence

Tous les pays en développement ne sont pas circonspects vis-à-vis des réductions tarifaires fortes ; au nombre de ceux-ci figurent le Chili, la Colombie et le Mexique.

Certains pays en développement ont également reproché aux propositions américaine et européenne leur approche « soit-soit » - une insistance sur le fait que les Membres devaient choisir entre les flexibilités du paragraphe 8 et une version plus favorable de la formule de réduction tarifaire. Selon un délégué à l'OMC, le mandat appelait, à son sens, à « une réciprocité qui ne soit pas totale » comme caractéristique intégrée tant dans la formule de réduction tarifaire que dans les flexibilités dans l'application de la formule.

Un petit nombre de négociateurs des pays développés ont fait état de leur déception à propos de l'intention du Brésil et de l'Inde de présenter leurs propres propositions sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles. Des sources indiquent que le Brésil et l'Inde s'apprentent à le faire – bien qu'il n'ait pas été précisé qu'ils le faisaient conjointement ou séparément - à temps pour la réunion d'avril.

Les pays en développement divisés sur l'érosion des préférences

Les communications sur l'érosion des préférences émanant du groupe des pays africains Membres de l'OMC (TN/MA/W/49) et des pays ACP - Afrique, Caraïbes et pacifique – (TN/MA/W/53) ont suscité des réactions défavorables, essentiellement de la part d'autres pays en développement Membres. Ces pays ont reproché à ces communications de proposer la réduction de la portée de la libéralisation des échanges dans des domaines qui les intéressaient également du point de vue des exportations. Le Brésil a déclaré que l'UE et les Etats-Unis devaient trouver une solution aux problèmes associés à l'érosion des préférences. Le Brésil a soutenu que les pays en développement ne devaient pas avoir à payer pour des problèmes qu'ils n'avaient pas créés.

Les discussions de la Salle D n'ont pas beaucoup avancé sur la question de savoir comment traiter les tarifs non consolidés des Membres. Il n'y a pas eu de progrès, non plus, sur le point de savoir comment les Membres pourraient procéder pour convertir des droits spécifiques (tels que les droits qui appliquent un montant fixe par

(suite à la page 21)

Traitement spécial et différencié : les membres s'appuient sur la méthodologie du président pour tenter d'aller de l'avant

A la réunion du Comité du Commerce et du Développement (CCD -session spéciale) du 8 février dernier, les Membres ont décidé d'aller de l'avant dans les négociations sur les propositions d'accords spécifiques sur le Traitement Spécial et Différencié (TSD), en gardant comme « point de référence » la récente proposition du Président Faizel Ismail.

La méthodologie présentée par le Président Ismail lors des sessions spéciales du CCD de novembre et décembre 2004 et basée sur une approche situationnelle de la flexibilité cherche à permettre aux pays en développement de pouvoir mettre à profit, en les améliorant, les flexibilités contenues dans les règles de l'OMC. Cela devrait les aider à mieux faire face aux défis du développement en restant en phase avec les principes de base du système commercial.

Les négociations sur le traitement spécial et différencié conduites conformément au mandat de Doha visant à rendre les règles de TSD plus précises, plus efficaces et plus opérationnelles, n'ont pas réellement progressé. Une ligne de fracture s'est opérée entre deux groupes : Le premier qui voudrait traiter des 88 propositions d'accords spécifiques pour le renforcement du TSD qui est menée par le Groupe Africain et quelques pays en voie de développement ; le second qui voudrait traiter des questions transversales, y compris les principes, les orientations et les objectifs du TSD.

L'approche du Président Ismail tente de trouver un compromis entre ces deux positions en proposant de traiter les deux séries de questions simultanément. La méthodologie préconisée appelle les négociateurs à aborder les propositions sur les accords spécifiques en les articulant avec leur motivation profonde et les questions de principe fondamentales. Pour ce faire, il esquisse quatre éléments d'une approche conceptuelle que sont : l'accès effectif aux marchés, l'amélioration de la flexibilité des règles de l'OMC, l'homogénéité avec un système multilatéral basé sur des règles, et l'amélioration des programmes de renforcement des capacités.

Plusieurs grands pays en voie de développement ont exprimé des inquiétudes sur le fait que la nouvelle approche introduirait une différenciation entre les pays en voie de développement ; alors que quelques pays Africains ont réitéré le besoin de se focaliser sur les propositions d'accords spécifiques. Les membres ont décidé de considérer cette approche comme « le point de référence » pour les négociations actuelles sur les propositions d'accord spécifiques.

Priorité aux propositions des PMA

En se basant sur le consensus d'aller de l'avant vers des négociations concrètes sur les propositions d'accords spécifiques, les Membres ont remis sur la table les 88 propositions. Suivant la demande du Groupe des PMA, les Membres ont consenti à traiter en priorité les propositions d'accords spécifiques mis en avant par les PMA.

Cependant, une décision n'a pas pu être trouvée sur la question de rouvrir ou non les 28 recommandations sur les propositions de TSD qui avaient trouvé un début de consensus lors de la conférence ministérielle de Cancun en septembre 2003. Le Groupe

Africain a appelé à leur renégociation.

Mettre en marche la méthodologie du Professeur Ismail

Reste à savoir comment, dans la pratique, l'approche du Président Ismail sera utilisée pour traiter les propositions restantes. Le Président a annoncé qu'il ferait circuler un document détaillant la démarche potentielle pour les prochaines négociations. Il est possible qu'il procède au regroupement des propositions d'accords spécifiques en ensembles thématiques basés sur les quatre éléments esquissés dans son approche, et probablement, à la création de groupes de travail pour chacun d'entre eux. Alors que les propositions liées aux problèmes de domaines particuliers (comme les mesures sanitaires et phytosanitaires) seront négociés dans les comités pertinents, il n'a pas encore été décidé si les propositions restantes seront traitées simultanément.

Une approche alternative, soutenue par Malaisie, serait de donner la priorité aux propositions sur lesquelles un accord serait en vue plutôt que celles sur lesquelles les délégués ont du mal à trouver à arriver à un consensus.

Mise à jour du dossier Coton à l'OMC

Au cours du mois de Mars, trois faits importants ont marqué l'évolution de l'Initiative sectorielle sur le coton à l'OMC : La deuxième réunion du sous-comité sur le coton qui a adopté son programme de travail ; l'adoption des rapports du Groupe spécial et de l'Organe d'Appel confirmant l'illégalité des subventions américaines sur le coton ; et la déclaration émanant des ministres du commerce et de l'agriculture des quatre pays signataires à la suite d'une réunion qui s'est déroulée à Ouagadougou, au Burkina Faso le 11 Mars dernier.

Le Sous-Comité sur le coton adopte son programme de travail

Lors de la deuxième réunion du sous-comité sur le coton le 22 Mars dernier, les Membres se sont mis d'accord sur le programme de travail. Ce programme (qui sera bien-tôt accessible sur le site du sous-comité) est censé refléter le Paquet de juillet (WT/L/579), qui spécifie que ses « travaux porteront sur toutes les politiques ayant des effets de distorsion sur les échanges, affectant le secteur en ce qui concerne les trois piliers que sont l'accès aux marchés, le soutien interne, et la concurrence à l'exportation ».

Cet accord parvient à la suite d'une divergence parmi les Membres concernant la portée du programme lors de la première réunion du sous-comité. Les représentants des pays signataires de l'Initiative sectorielle redoutent que le sous-comité soit vidé de sa substance dans la mesure où certains Membres ne voit pas en lui un organe de décision. Le comité pourrait désormais mettre l'accent sur les aspects plus essentiels des négociations liées au coton. (<http://www.ictsd.com/africoddev/edition/synthese/05-03-04/nouvellesdel%27omc3.htm>)

(suite à la page 21)

Rapport de la commission Blair pour l'Afrique : un plaidoyer ambitieux pour le continent. Sera t-il suivi d'effets ?

La commission mise sur pied l'année dernière par premier ministre Britannique Tony Blair pour se pencher sur les problèmes du continent africain a publié un rapport de 400 pages lancé simultanément à Londres et à Addis Abéba.

Comme on pouvait s'y attendre, c'est dans des domaines tels que la gouvernance et le renforcement des capacités, la paix et la sécurité, l'investissement dans les ressources humaines, la croissance et la réduction de la pauvreté, le commerce et les ressources naturelles, l'aide et l'allègement de la dette que les 17 membres de la commission ont formulé des recommandations pour briser les « cercles vicieux qui se renforcent les uns les autres » pour accabler le continent africain et hypothéquer son développement. Les problèmes du continent identifiés dans le rapport, ainsi que les actions proposées constituent sans conteste une série de mesures cohérentes pour résoudre les difficultés de l'Afrique.

Mais depuis bien longtemps, tous ces problèmes sont connus. Les contraintes et obstacles qui entravent le développement du continent sont identifiés et une série de mesures, de plans et de programmes de relance a été annoncé aussi bien au Nord qu'en Afrique, suscitant ici et là des espoirs qui ont vite été rattrapés par une réalité implacable : l'Afrique suscite peu d'intérêts pour ceux qui tirent les ficelles des transformations positives dans le monde. Des programmes d'ajustement structurels au Nepad, que de discours et de déclarations sur les problèmes et les besoins du continent se sont entrechoqués, concurrencés, contredits pour finir par tomber dans l'oubli sans aucun impact sur la marche du continent que de rares évocations dans des livres et des rubriques sensationnels des journaux du continent et d'ailleurs. Et le rapport ne s'y trompe pas. « Au tournant de ce nouveau siècle, à une époque de richesse et de progrès économiques sans précédent pour tous les continents, il est inacceptable que l'Afrique soit encore à la dérive du reste du monde, invisible dans sa misère et ignorée dans ses souffrances ». Un problème bien posé est à moitié résolu. Le rapport Blair confirme le Nepad et suit sa trace. Donnera t-il l'occasion aux dirigeants du G8 de respecter leurs engagements de Monterrey, de Kananaskis, de Gênes et d'Evian ?

Un problème précisément cerné...

Cette fois ci ce n'est ni une institution internationale, ni une ONG et encore moins les bénéficiaires qui proposent un plan de développement du continent africain, mais plutôt le premier ministre d'un Etat développé (comme Truman après la 2ème guerre mondiale), qui accueille le G8 et prendra la présidence de l'Union européenne.

Le rapport fait un certain nombre de constats: la moitié de la population africaine vit dans la pauvreté. Environ 40 millions d'enfants ne sont pas scolarisés. Au moins 25 millions d'Africains sont contaminés par le virus du sida. La qualité et l'étendue des routes, la fourniture d'eau et d'électricité, les systèmes d'irrigation sont loin d'être au niveau requis, pour soutenir une croissance économique forte et améliorer les moyens de subsistance. Les guerres, les maladies, la mauvaise gouvernance, la corruption constituent les grands obstacles au développement. Et la

commission n'y va pas de main morte elle estime que « Les dirigeants africains doivent arrêter la corruption, rendre des comptes à leurs concitoyens, faire des budgets plus transparents, créer un climat propice à l'investissement, lever les barrières au commerce entre les pays et abolir les taxes que les pauvres paient pour accéder à la santé et l'éducation. » En plus de ces facteurs internes, d'autres contraintes exogènes entrent en ligne de compte. L'iniquité et l'illégalité au niveau du commerce international constituent aussi un grand frein au décollage économique de l'Afrique. Après les barrières tarifaires, les pays du Nord, érigent des barrières non tarifaires et se barricadent à l'intérieur de leurs marchés tout en déversant leurs surplus de production sur les marchés africains, compromettant du coup les chances du continent de tirer profit du commerce international, de diversifier ses productions et d'assurer sa propre souveraineté alimentaire.

En 2004, l'économie africaine a connue une légère embellie. 4 à 5% de taux de croissance, une augmentation de 8% pour l'exportation, une augmentation de l'aide extérieure. Tout cela, il est vrai autorise un certain optimisme aussi bien chez les africains que chez leurs partenaires. C'est dire que le continent n'est pas condamné au sous développement et à la stagnation, loin de là. Ses potentialités sont incontestables et encore largement inexploitées. Sa population, en dépit des ravages du sida et d'autres maladies, reste jeune et est en pleine croissance. La paix, la démocratie, la sécurité gagnent du terrain sous l'impulsion conjointe d'un nouveau leadership africain et d'une exigence forte et pressante d'une partie de plus en plus grande de la population africaine fortement ancrée dans les valeurs de justice, de citoyenneté et de responsabilité.

Des solutions existent. Et il faut reconnaître au rapport de la commission Blair le mérite d'en avoir proposé certaines. Mais ces recettes ne sont pas nouvelles. Elles ont été pour l'essentiel déjà envisagées par d'autres à plusieurs reprises dans le passé. Le problème actuel de l'Afrique est donc moins l'inexistence de solutions que l'application de celles qui sont proposées. Il n'y a guère longtemps, la communauté internationale avait dans son ensemble salué le nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (Nepad) et prie des engagements fermes en vue de la réalisation de ses projets dont l'importance pour le continent n'a jamais été démentie. Depuis, les belles déclarations d'intention ont été suivies de très peu de résultats concrets, ce qui a fait dire d'ailleurs au président Sénégalais Abdoulaye Wade, l'un des initiateurs du Nepad, qu'il lui est difficile d'expliquer à de tiers quels sont réalisations du Nepad.

...qui appelle des actes concrets et coordonnés.

De nombreux sceptiques redoutent cependant que ce plan, comme d'autres avant lui, ne reste lettre morte, à moins que les pays riches de l'Union européenne mais aussi du G8, dont la Grande-Bretagne assure la présidence cette année, ne joignent l'acte à la parole.

(suite à la page 26)

Banane africaine : ivoiriens et camerounais à Bruxelles pour défendre leurs intérêts

Du 12 au 18 février 2005, une mission conjointe du Cameroun et de la Côte d'Ivoire s'est rendue à Bruxelles auprès de la Commission européenne pour plaider le dossier de la banane qui s'achemine vers de grandes mutations avec l'entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2006 d'un régime de droit de douane unique appliqué aux bananes autres que celles des territoires communautaires et des pays ACP.

Au cours de son séjour à Bruxelles, la mission conjointe a eu des séances de travail intenses avec les Etats membres de la CE. Les délégations Ivoiriennes et Camerounaises conduites par les ministres du commerce, de l'agriculture et les ambassadeurs des deux pays à Bruxelles ont ainsi présenté les arguments sociaux et économiques qui militent en faveur du maintien des mesures européennes visant la protection de la banane des pays ACP. Au Cameroun par exemple, la filière de la banane est le deuxième pourvoyeur d'emplois, après l'Etat, avec une production annuelle de 300 000 tonnes. Un chiffre certainement très en deçà des 4,5 millions de tonnes de bananes produites chaque année en Equateur, mais qui renferme de gros enjeux à la fois économiques, sociaux et politiques.

Aperçu du contexte

Actuellement, les importations européennes sont régies par un système complexe de quotas tarifaires et de droits de douane différenciés selon les origines. A partir de 2006, elles ne seront régies que par un droit de douane appliqué aux bananes autres que celles des territoires communautaires et des pays ACP (Afrique, Caraïbes et Pacifique). En théorie, le niveau de ce droit de douane doit être fixé de façon à maintenir la situation actuelle, en termes de prix à la consommation dans l'UE et de structure par origine des approvisionnements (territoires communautaires, pays ACP et Amérique latine).

On peut remonter à 1993 pour situer les causes les plus immédiates des discussions en cours sur la banane, avec la mise en place d'une organisation commune du marché de la banane sur l'ensemble de l'Europe. C'est à partir de là que les Etats-Unis et certains Etats latino américains ont engagé une série de procédures contre le régime d'importation des bananes dans l'Union européenne suspecté de favoriser les pays ACP.

Pour régler le différend, un accord avait été conclu le 11 avril 2001, entre le commissaire européen au Commerce, Pascal Lamy, et le représentant américain au Commerce. Au terme de cet accord, il était convenu que le régime des quotas aménagés restera en vigueur jusqu'au 31 décembre 2005. A partir du 1er janvier 2006, ce régime serait supprimer au profit d'un régime exclusivement tarifaire. Concrètement, cela signifie qu'on ne fixerait plus des quantités par source d'approvisionnement, mais en vertu des dispositions de la dérogation prescrite par les textes de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Dans le cadre du nouveau régime, les bananes ACP continueraient à bénéficier d'une préférence tarifaire, par rapport aux bananes des pays d'Amérique Latine. Les « bananes dollars » devant s'acquitter

d'un droit de douane à préciser. Le débat actuel porte sur la détermination de cette taxe, dans la perspective de l'échéance du 1er janvier 2006. Dans cette optique, la commission européenne a notifié à l'OMC, le 31 janvier 2005, son intention de porter la préférence tarifaire à 230 euros par tonne. Les pays latino-américains ont vigoureusement protesté contre cette décision. Ils estiment que si ces droits étaient confirmés, la banane africaine et notamment, celle du Cameroun, prendra des parts de marché importantes. Une équipe de chercheurs de l'INRA français a développé récemment un modèle dynamique du marché mondial de la banane de façon à apprécier, en fonction du niveau du droit imposé aux « fruits dollar » d'Amérique latine, les conséquences de ce nouveau régime douanier. Selon cette étude, pour maintenir à court terme le prix moyen des bananes dans l'UE à son niveau actuel, il serait nécessaire de fixer le droit de douane aux alentours de 227 euros par tonne. Un droit de douane plus faible conduirait à un prix communautaire plus bas, une augmentation de la consommation dans l'UE, une croissance des exportations des pays de la zone dollar et une décroissance des exportations du groupe des pays ACP. Un droit de douane plus élevé aurait les effets contraires.

A titre d'exemple, Un droit de douane relativement bas (100 euros/t) affecterait très gravement l'industrie caribéenne de la banane. Leurs exportations vers l'UE déclineraient de 157 200 tonnes dans la période de base à moins de 100 000 tonnes en 2008, soit une baisse de 37%.

Un droit de douane relativement élevé (300 euros/t) permettrait au groupe des pays ACP d'augmenter leurs exportations vers l'UE de 276 300 tonnes, de 642 400 tonnes dans la période de base à 918 700 tonnes en 2008. Cette croissance bénéficierait essentiellement au Cameroun et à la Côte d'Ivoire, puisque les exportations des Caraïbes n'augmenteraient que de 18 800 tonnes.

Et les préférences...

Suite à d'intenses négociations au cours de la quatrième Conférence ministérielle de l'OMC à Doha en novembre 2001, l'UE a obtenu des dérogations au titre des obligations inscrites à l'article I (permettant de poursuivre les importations bénéficiant de préférences tarifaires pour les pays ACP, visées dans l'Accord de Cotonou) et l'article XIII du GATT (autorisant la conservation du quota C relatif aux bananes en provenance des pays ACP).

Le cas particulier de la politique communautaire de la banane renvoie à la question plus générale de la fin des préférences spécifiques accordées par l'UE aux pays ACP (Afrique, Caraïbes et Pacifique). L'exemple de la banane montre le besoin à considérer chaque pays individuellement et non l'ensemble des pays ACP comme un seul groupe. Cela étant, toute réforme de ce schéma doit tenir compte du fait que les pays bénéficiaires ne sont pas homogènes et que la réforme doit être graduelle. Le problème est rendu plus difficile par le fait que les coûts de production sont très variables à l'intérieur d'un pays ACP donné, notamment entre les producteurs positionnés sur le marché domestique et les entreprises tournées vers les marchés d'exportation.

Sources : Cameroun tribune, AllAfrica, Cnuced, Inra.

Négociations sur l'agriculture : les Membres accélèrent... (suite de la page 1)

En raison de leur incapacité à convenir de la méthodologie de conversion en équivalents ad valorem durant la semaine de l'agriculture, les délégués accusent un retard par rapport au calendrier établi par les Membres clés de l'OMC lors de la réunion ministérielle de début mars au Kenya.

Lors de la réunion informelle du Comité des négociations agricoles, le 21 mars, le directeur général de l'OMC, Supachai Panitchpakdi a vivement invité les Membres à trouver une solution rapide à la question de la conversion en équivalents ad valorem, afin de maintenir l'ensemble de la série de négociations de Doha sur la bonne voie et a appelé les délégués « à déployer tous les efforts pour travailler ensemble et avec le président à sa résolution le plus tôt possible, afin l'attention puisse rapidement se tourner sur la négociation de la formule étagée de réductions tarifaires et sur des questions connexes d'accès aux marchés dans l'agriculture. »

Les travaux en cours impliquent beaucoup de calculs car les Membres testent les différentes méthodologies proposées pour la conversion en équivalents ad valorem avec des données effectives. Une fois les équivalents convenus, les travaux sur la négociation de la formule de réduction tarifaire étagée (aux fins de laquelle les tarifs élevés seront plus fortement réduits) pourront se dérouler.

Autres questions à l'ordre du jour

En plus de la discussion sur la conversion en équivalents ad valorem, les Membres ont conclu leur première évaluation de toutes les questions figurant dans le « paquet de juillet », en examinant « les questions présentant un intérêt, mais non encore convenues » (initiatives sectorielles, taxes d'exportation différenciées et indications géographiques), certaines questions d'accès aux marchés restantes, ainsi que le contrôle et la surveillance.

Les négociations sur l'agriculture à l'OMC se déroulent dans trois configurations différentes : lors de sessions de négociations informelles, ouvertes à l'ensemble des Membres, qui prévoient une première lecture des questions ; dans des consultations techniques plus concentrées, à participation illimitée, qui se penchent plus en profondeur sur les questions ; et dans des consultations en groupes restreints impliquant des experts techniques.

Dans l'ensemble, les Membres sont en désaccord sur le point de savoir si « les questions présentant un intérêt mais non encore convenues » devaient être examinées à ce stade des négociations. Selon l'Argentine, il n'y avait pas d'accord sur la question de savoir si de telles questions subsidiaires devaient être négociées. Les désaccords sur le rôle des indications géographiques ont occupé une grande partie des débats. L'UE et la Bulgarie, partisans de la l'extension des indications géographiques à des produits autres que les vins et les spiritueux, ont directement lié les progrès sur les trois piliers des négociations sur l'agriculture (accès aux marchés, concurrence à l'exportation et soutien interne) à une protection accrue des indications géographiques. Plusieurs pays ont estimé que les indications géographiques devraient être laissées sous la supervision du Conseil des ADPIC.

Concernant la question des « initiatives sectorielles » qui entraîneraient une libéralisation rapide dans des secteurs particuliers, la Colombie et le Costa Rica ont proposé les fleurs coupées pour une

réduction tarifaire significative, étant donné l'intérêt que ce domaine présente pour les pays en développement, du point de vue des exportations. Les Etats-Unis ont proposé l'inclusion du bœuf, du porc, de la volaille, des graines oléagineuses, de l'orge, des fruits et légumes, des spiritueux distillés, et de certains produits transformés en tant qu'initiatives sectorielles, en soutenant non seulement que les droits de douane devaient être abaissés, mais aussi que les subventions devaient être rapidement supprimés dans ces secteurs. Les initiatives sectorielles agricoles n'ont pas été débattues jusqu'ici, en termes concrets, et alors que plusieurs exportateurs s'accordaient sur l'approche, en principe, l'Australie a préféré se concentrer sur une réduction tarifaire générale, à ce stade. L'Inde a attiré l'attention sur le fait que les initiatives sectorielles pourraient compromettre le traitement spécial et différencié en faveur des pays en développement.

Les délégués ont également débattu de la liste de la pour la suppression des subventions et du soutien à l'exportation, les grands pays en développement appelant à une réduction initiale et à une liste de réductions. Concernant la progressivité des droits, les intervenants ont noté qu'une formule ambitieuse de réductions tarifaires prendrait également en compte certains des problèmes connexes dans ces domaines. Les Membres sont toujours en désaccord sur la simplification ou non des droits spécifiques et sur le maintien ou non d'une sauvegarde spéciale pour protéger les pays développés contre de brusques poussées des importations. Les questions ayant trait aux situations spécifiques des PMA et des Membres ayant récemment accédé à l'OMC seront examinées ultérieurement dans les négociations. Concernant le contrôle et la surveillance, le G-20 a proposé la mise en place d'un nouveau comité pour traiter de la mise en œuvre.

Mesures Sanitaires et Phytosanitaires... (suite de la page 3)

- Une part très importante de leurs exportations est touchée par des barrières sanitaires.
- Le coût élevé des barrières sanitaires. Le renforcement des normes sanitaires de l'Union européenne sur les produits de la pêche menace d'exclure purement et simplement les exportations de 16 pays de la zone ACP qui exportaient jusqu'alors pour un montant de 210 millions d'euros.
- La faible capacité d'expertise. Les pays au plus fort potentiel scientifique sont mieux représentés dans les instances normatives, laissant loin derrière les pays en développement et les pays les moins avancés qui ne disposent pas ou peu d'experts qualifiés. Les normes internationales servant de référence pour l'Accord SPS, les pays à fort potentiel en tirent ainsi des avantages commerciaux et leur participation scientifique acquiert de ce fait de lourdes conséquences économiques. Les griefs envers les normes et règlements SPS internationaux de la part des pays en développement sont nombreux et variés. Les trois principaux sont : 1) La difficulté de leur part à participer aux travaux normatifs. 2) La difficile contestation des normes imposées. 3) Une procédure de règlement des différends inadaptée.

Les conséquences générales de la nouvelle réglementation de l'UE

L'application de la réglementation sanitaire européenne entraîne une charge supplémentaire pour les pays exportateurs, en termes

(suite à la page 16)

Mesures Sanitaires et Phytosanitaires... (suite de la page 15)

financiers comme en termes de ressources humaines. Cela suppose en effet :

- la mise en place et/ou actualisation de la législation sanitaire nationale ;
- l'existence d'un programme national de contrôle sanitaire correspondant aux exigences de l'UE ;
- l'existence d'infrastructures pour réaliser les analyses nécessaires ;
- la capacité de reporting (rendre compte sous forme de rapport écrit des résultats des contrôles mis en œuvre).

Autre obligation pour les pays de l'UEMOA, l'« autorité compétente » nationale devra bientôt s'assurer que les principes HACCP sont bien mis en œuvre par les entreprises exportatrices, et que celles-ci sont toutes répertoriées. Ces exigences complémentaires s'appliqueront aux exportations dès que le règlement de l'UE relatif aux denrées alimentaires entrera en vigueur au 1er janvier 2006.

**Une collaboration avec l'UE sur les normes :
les APE incontournables ?**

***Un accès préférentiel au marché de l'UE pour les PMA
grâce à l'initiative TSA***

L'initiative Tout Sauf les Armes (TSA), prise par l'Union Européenne au printemps 2001, donne aux PMA un accès privilégié au marché européen, leurs exportations pouvant y accéder sans droit de douane et sans limitation de quantités². L'UEMOA est largement concernée par cette initiative puisque tous les pays de la sous-région sont des PMA à l'exception de la Côte d'Ivoire. Ils bénéficient donc de cet accès privilégié au marché européen et ce, sans obligation de réciprocité puisque l'UE n'impose en retour aucune mesure tarifaire préférentielle pour ses propres exportations.

L'initiative TSA, bien que très favorable aux pays de l'UEMOA, ne règle pourtant pas tous les problèmes d'accès au marché européen : elle ne concerne en effet que les aspects tarifaires, à l'exclusion notoire des aspects non tarifaires tels que les normes sanitaires et phytosanitaires et les obstacles techniques au commerce. C'est donc dans un autre cadre que doit être envisagée la collaboration entre l'UE et les pays de l'UEMOA en matière de normes sanitaires.

***L'accord de Cotonou et la constitution d'Accords
de Partenariat Economique (APE)***

L'accord de Cotonou, signé en juin 2000 entre l'UE et les pays ACP (Afrique Caraïbes Pacifique) en prolongement de la Convention de Lomé, prévoit la formation à l'horizon 2008 d'Accords de Partenariat Economique entre l'Union européenne et certains blocs régionaux de la zone ACP. La période 2000-08 est une période de préparation de ces accords de libre échange, au cours de laquelle devront être précisés les blocs régionaux qui

souhaitent former un APE avec l'Union européenne, et pour chacun de ces blocs, les produits qu'il souhaite faire rentrer dans l'accord et ceux qu'il souhaite maintenir en dehors. L'accord de Cotonou reconduit également le volet aide de la Convention de Lomé : l'enveloppe de 15 milliards d'euros par période de 5 ans est maintenue, mais les modalités d'octroi de cette aide seront sans aucun doute redéfinies, avec un redéploiement de cette aide vers les pays qui signeront des APE.

C'est donc dans le cadre de ces APE qu'une collaboration entre l'UE et l'UEMOA peut être envisagée sur les aspects sanitaires des échanges commerciaux ; d'abord dans le cadre de la négociation du contenu du futur APE, qui précisera les conditions d'accès au marché européen des exportations de la sous-région, mais aussi dans le cadre du volet aide qui identifiera les actions d'accompagnement de l'accord de libre échange pouvant être financées par l'Union européenne. Les actions d'accompagnement de l'UEMOA dans ses efforts de mise aux normes de ses exportations devraient sans nul doute figurer en bonne place dans le volet aide qui complètera la signature du futur APE. Sans présager des négociations à venir, ces actions pourraient comprendre :

- des projets d'assistance technique et des visites d'experts de l'UE dans les pays de l'UEMOA ;
- le jumelage entre des structures de contrôle sanitaire des pays membres de l'UE et des structures équivalentes des pays de la sous-région ;
- l'élaboration et la publication de lignes directrices portant sur les règles de sécurité des denrées alimentaires de l'UE ;
- la participation de ressortissants de l'UEMOA aux sessions de formation organisées par l'UE pour ses fonctionnaires.

De plus, l'UE pourrait envisager une phase de transition pour certains pays identifiés, avec le maintien de l'accès actuel de leurs exportations au marché européen, jusqu'à ce qu'ils aient été évalués en fonction des nouvelles exigences européennes. Les résultats de cette évaluation des systèmes nationaux permettraient alors de déterminer si le pays est autorisé à poursuivre ses exportations vers le marché de l'UE, ou si au contraire un embargo temporaire est prononcé le temps que le pays soit en mesure de répondre aux exigences sanitaires européennes.

Soustraire les préférences à la politique ... (suite de la page 4)

Les détracteurs de ces régimes ont certainement raison sur le fait que les préférences n'ont pas été aussi utiles que les partisans de ces régimes l'ont suggéré. Le gros des exportations africaines sont toujours des produits de base et à ce titre, ont n'importe comment des taux NPF nuls (manifestement, dans l'intérêt du maintien de la compétitivité, il est logique que les pays industrialisés permettent des entrées de produits de base dans leurs pays en franchise de droits). Les détracteurs ont également raison de mettre l'accent sur le fait que la perte de préférences consécutive peut être extraordinairement préjudiciable, en particulier sur les produits bénéficiant de contingents d'importation spéciaux (sucre, bananes et textiles). Le FMI (2004) a récemment identifié un groupe de pays où les pertes estimées à travers l'érosion des préférences dépasseront 2% des valeurs unitaires des exportations. Parmi les pays de l'Afrique subsaharienne, les cas les plus notoires sont ceux de Maurice (-11,5%), du Malawi (-6,6%) et de la Mauritanie (-4,8%). Au nombre des autres pays négativement affectés figurent les Sey-

² Cette initiative a pris un effet immédiat dès sa promulgation, à l'exception de trois produits sensibles (sucre, banane et riz) qui ne pourront rentrer aux mêmes conditions qu'à partir de 2009.

chelles, le Swaziland, le Cap-Vert, Sao Tomé et Príncipe, la Tanzanie, la Côte d'Ivoire et les Comores.

Les détracteurs soulignent fréquemment d'autres aspects négatifs de ces régimes : leur taux d'utilisation faibles, c'est-à-dire qu'une large part des importations qui devraient techniquement être susceptibles de bénéficier d'un accès préférentiel ou en franchise de droits n'en bénéficient pas réellement (CNUCED, 2004). Toutefois, de nouveaux éléments montrent que le recours aux préférences est en fait plus élevé qu'on ne le pensait auparavant – dans les calculs dans le passé, on avait tendance à ne pas garder à l'esprit le fait que les exportations peuvent être éligibles à des régimes différents, simultanément (OCDE, 2004). Tel est particulièrement le cas en Afrique subsaharienne, où les exportations sont susceptibles de bénéficier d'un accès préférentiel dans l'UE aux fins de trois régimes concurrentiels : l'Initiative Tout sauf les armes, le SGP et l'Accord de Cotonou. La plupart des pays africains trouvent que la majeure partie de leurs exportations vers l'UE relèvent des droits nuls au titre de la NPF, ou de l'Accord de Cotonou. Dans l'ensemble, en termes de valeur, près des trois quarts des exportations africaines sont à des taux NPF nuls et 23% bénéficient des préférences aux fins de l'Accord de Cotonou. En d'autres termes, *près de 98% des exportations de l'Afrique subsaharienne soit ont des droits nuls soit entrent dans le cadre de l'Accord de Cotonou.* (Mold, 2005). La Commission européenne a tendance à citer de tels chiffres pour appuyer l'argument selon lequel les préférences sont bien utilisées. De tels chiffres expliquent aussi pourquoi l'initiative Tout sauf les armes a une incidence très limitée sur les exportations des PMA africains vers l'UE : la majeure partie de leurs exportations bénéficiaient déjà d'un accès en franchise.

Si tel est le cas, pourquoi y a-t-il tant de controverses autour des préférences ? Pourquoi n'ont-elles pas, apparemment, l'incidence bénéfique sur les perspectives de croissance africaines et sur la réduction de la pauvreté que leurs partisans en attendaient ? Un certain nombre de points sont probablement pertinents ici. En

premier lieu, il est de plus en plus évident que le commerce a été surestimé comme facteur devant stimuler la croissance économique et la réduction de la pauvreté – le commerce n'est pas intrinsèquement bénéfique et certaines formes de croissance commerciale ont peu d'incidence, si non aucune, sur la réduction de la pauvreté (CNUCED, 2004 ; Mold et Roza, 2005). En second lieu, les cas où les préférences ont eu une incidence particulièrement forte ont eu tendance à être dans les marchés où la préférence prend la forme d'un contingent. Maurice, par exemple, a énormément bénéficié de la concession de contingents, ce qui a permis à ses exportateurs de sucre de profiter du prix interne de l'UE, pouvant être jusqu'à trois fois plus élevé que le prix mondial. Les rentes qui en résultent pour Maurice ont atteint en moyenne un taux élevé de 5,4% du PIB par an, allant jusqu'à 13% certaines années. La plupart de ces rentes sont revenues aux producteurs, qui ont par la suite fortement investi dans les zones franches industrielles d'exportation, en particulier dans le secteur des textiles (Surbramian et Roy, 2003 :223).

Toutefois, le processus de diversification de Maurice a été l'exception plutôt que la règle. Pour quelles raisons ? La recherche met en évidence un certain nombre de raisons pour lesquelles les pays africains n'ont pas réussi à beaucoup progresser dans la diversification de leur structure d'exportation. Une raison couramment avancée est la complexité et la rigueur des règles d'origine (Brenton et Manchin, 2003). Manifestement, pour les pays en développement pauvres ayant des économies relativement peu diversifiées, l'incapacité à acquérir des intrants à partir de la source la moins coûteuse possible restreint sérieusement la capacité de ces pays à s'engager dans des lignes de production plus sophistiquées. L'accès préférentiel est une bonne chose, donc, pour tout produit non fabriqué à partir de biens transformés ou manufacturés, mais dès que le bien est transformé, des problèmes sérieux surviennent. Les règles de l'initiative Tout sauf les armes sont de fait encore plus compliquées que celles découlant de l'Accord de

(suite à la page 18)

Tableau 1 : Recours à l'Accord de Cotonou par les pays africains 2002

pays	1.000	En 1.000 euros		Utilisation en %		
	Total importations	NPF = 0	NPF + Cotonou 0	Préférences /NPF = 0	NPF = 0	Préférences Cotonou
Nigeria	4.989.988	4.689.188	4.988.985	100,0%	94,0%	6,0%
Côte d'Ivoire	2.600.303	1.652.511	2.470.654	95,0%	63,6%	36,4%
Ghana	1.106.461	665.270	1.103.340	99,7%	60,1%	39,9%
Kenya	845.305	281.319	834.662	98,7%	33,3%	66,7%
Mozambique	582.737	25.265	573.894	98,5%	4,3%	95,7%
Madagascar	525.793	120.162	523.513	99,6%	22,9%	77,1%
Tanzanie	409.639	197.943	398.197	97,2%	48,3%	51,7%
Sénégal	404.990	81.540	399.211	98,6%	20,1%	79,9%
Ouganda	259.375	127.682	259.310	100,0%	49,2%	50,8%
Ethiopie	183.860	139.661	175.019	95,2%	76,0%	24,0%
TOTAL Pays africains ACP	23.326.717	17.279.488	22.698.061	98,0%	74,10%	23,20%

Source : Présentation de l'auteur d'après des données fournies par la Commission européenne

Soustraire les préférences à la politique ... (suite de la page 17)

Cotonou qui –contrairement à Tout sauf les armes – permet un cumul total dans les pays ACP.

Faire de la politique avec les préférences

Une raison assez ignorée de l'inefficacité relative des préférences a été la manière dont, en dépit des objectifs des préférences prétendument axés sur le développement, les pays bailleurs sont prêts à faire de la politique avec les systèmes des préférences. Par exemple, lorsqu'en 1991 le représentant américain au Commerce extérieur a déterminé de manière unilatérale que la protection de la propriété intellectuelle mise en œuvre par l'Inde était 'déraisonnable', le président George Bush senior avait, en avril 1992, suspendu des privilèges d'accès aux marchés aux fins du SGP pour un montant de 60 millions de dollars US de marchandises en provenance de l'Inde. De même, en 2002, dans le sillage de la guerre en Afghanistan, les États-Unis ont fait pression pour que l'UE étende à leur allié, le Pakistan, son régime SGP spécial en faveur des pays latino-américains négativement affectés par le commerce des narcotiques. L'Inde a protesté contre la concession de préférences à son voisin, et a par la suite été approuvée par un groupe spécial de l'OMC sur la question. Une *realpolitik* aussi flagrante de la part des pays qui accordent des préférences fait peu pour dissiper les critiques qui perçoivent les accords préférentiels d'accès aux marchés comme un outil (coercitif) de politique étrangère plutôt que de développement.

Un problème qui y est associé est la fréquence à laquelle les pays qui accordent les préférences révisent les règles des accords préférentiels – pour le SGP de l'UE, ceci a lieu tous les 3 ans. Ceci signifie que l'ensemble du système est effectivement soumis à un contrôle étroit, ce qui rehausse l'incertitude concernant la permanence des avantages offerts. Les entrepreneurs et les décideurs des pays en développement ont à juste titre des réticences à acheminer des ressources vers des secteurs où l'avantage compétitif dépend de facteurs qui peuvent s'avérer éphémères. Ceci a été le cas, par exemple, avec l'instauration par l'UE du système de 'gradation' aux fins duquel les pays sont exclus des avantages de l'accord préférentiel lorsque leurs exportations dans un secteur particulier atteignent un niveau prédéterminé, ou lorsque le pays bénéficiaire atteint un niveau spécifié de développement. De même, le SGP américain s'est achevé à cinq reprises sans être immédiatement renouvelé (OCDE, 2004 :78).

Il n'est guère surprenant, dans de telles circonstances, que la réponse en termes d'offre aux systèmes de préférences par la plupart des pays africains ait été décevante. Ni les investisseurs étrangers, ni les investisseurs nationaux ne sont disposés à risquer les coûts des investissements à grande échelle à fonds perdus sur la base d'un accès préférentiel aux marchés éphémère. Il est à regretter que la politique commerciale de l'UE vis-à-vis des pays en développement semble s'orienter vers un pouvoir discrétionnaire plus large, mai non plus restreint. La Commission européenne a récemment annoncé l'élaboration de nouvelles règles devant être appliquées à compter de janvier 2006, qui ouvriront les marchés européens pour récompenser les pays en développement qui adoptent des politiques environnementales et du travail 'progressistes'. Les pays en développement qui souhaitent prétendre à une telle ouverture doivent mettre en œuvre une liste de 27 « conventions internationales clés relatives au développement durable et à la bonne gouvernance » d'ici 2008.¹ Des mesures de ce type ne

peuvent qu'accroître l'incertitude et le pouvoir discrétionnaire qui continuent de compromettre l'incidence à long terme des accords d'accès aux marchés préférentiel.

Vers un agenda de réforme ?

Il y a un certain parallélisme entre les critiques des accords préférentiels existants et celles fréquemment émises contre les systèmes d'aide – le manque de prévisibilité et d'engagement clair des pays bailleurs sape l'aide de la même manière qu'il sape d'accès aux marchés préférentiel. Et sans le soutien nécessaire à la constitution de capacités, les instruments de l'aide comme ceux du commerce sont susceptibles de décevoir. Comment l'accès préférentiel pourrait-il être amélioré ? Les points suivants mériteraient peut-être d'être pris en considération :

- **Les systèmes de préférences sont actuellement trop complexes.** Certaines caractéristiques des régimes préférentiels, telles que les règles d'origine, les exemptions de produits et les sauvegardes contre les brusques poussées d'importations compromettent toutes leur incidence potentielle. Les accords doivent être simplifiés pour que leur potentiel de développement soit réalisé, en particulier en ce qui concerne les règles d'origine. Une proposition serait de permettre le cumul automatique entre pays africains. Ceci aurait l'avantage supplémentaire de donner une impulsion qui fait cruellement défaut à l'intégration régionale en Afrique.
- **Les pays de l'OCDE devraient rendre leurs systèmes de préférences respectifs juridiquement contraignants.** Un des problèmes inhérents aux systèmes de préférences actuels est leur nature discrétionnaire // concessionary //. Du fait que les enjeux économiques sont élevés pour les exportateurs, les systèmes de préférences doivent être contestables devant les tribunaux – en tant que mesures unilatérales, actuellement aucun pays ne peut contester un retrait soudain des préférences, qu'il soit justifié ou non (comme l'a constaté le Costa Rica, à ses dépens, en 2003, lorsqu'un secteur entier a 'fait l'objet d'une gradation' graduated par la Commission européenne, apparemment sans même se conformer correctement aux propres règles de l'UE).² Des engagements fermes, à long terme, souscrits par les pays du Quad (UE, États-Unis, Canada et Japon) atténueraient l'incertitude qui a jusqu'ici sapé l'incidence potentielle de ces accords. Plus généralement, les pays du Quad devraient s'efforcer de '*soustraire les préférences à la politique*', peut-être en faisant relever les accords d'accès préférentiel en faveur des pays en développement pauvres de l'autorité de l'OMC. Un détracteur d'une telle démarche pourrait affirmer que cette proposition méconnaît le caractère unilatéral des accords préférentiels – qu'ils sont de nature discrétionnaires, et en aucune façon juridiquement contraignants. Mais il n'est nullement évident que la situation doit rester telle quelle. Leur statut actuel, dans une zone grise de légalité au sein de la législation de l'OMC, doit certainement être corrigée, et l'idée de l'accès préférentiel s'harmonise parfaitement avec la législation

¹ « Brussels to reward 'good' poor countries », de Tobias Buck, The Financial Times, 21 octobre 2004, page 1.

² Cette affaire est expliquée de manière assez détaillée dans Freres et Mold (2004).

de l'OMC relative à l'octroi d'un traitement spécial et différencié aux pays en développement.

- **L'accès aux marchés libre pour tous les produits ?** Une autre proposition intéressante, actuellement formulée dans d'autres enceintes,³ est que l'initiative Tout sauf les armes de l'UE devrait être généralisée à tous les pays de l'Afrique subsaharienne et devrait être accordée par tous les pays du Quad (Tout sauf les armes est pris comme modèle, car il s'agit actuellement de l'accord le plus 'généreux' sur la table – par rapport à l'AGO, qui est un accord beaucoup plus restrictif). Une telle initiative pourrait constituer un pilier majeur du 'New deal' pour le développement africain, qui se déploie actuellement sous la forme des recommandations à venir de la Commission pour l'Afrique (GB), le Projet de développement du Millénaire (voir page XXX) et le 'Réexamen mutuel' CEA/OCDE.
- **Une indemnisation pour l'érosion des préférences.** Enfin, les pays qui octroient des préférences doivent répondre de manière urgente aux préoccupations soulevées concernant l'indemnisation adéquate de l'érosion des préférences. S'ils ne souhaitent pas créer un bloc de pays africains déterminés à entraver tout progrès sur la libéralisation multilatérale, la question de l'indemnisation doit être traitée. Bien qu'il s'agisse d'une initiative favorablement accueillie, le seul mécanisme actuellement sur la table de négociation – le *Mécanisme d'intégration commerciale* du FMI – ne répond pas aux attentes des pays affectés parce que les fonds fournis sont dans les facilités existantes du FMI (c'est-à-dire seraient des prêts productifs d'intérêts). De plus, l'échelle du soutien financier ne serait directement liée ni aux pertes totales d'un pays découlant de l'érosion des préférences, ni à ses pertes nettes découlant d'un règlement des différends à l'OMC (Page, 2004).

Au-delà de ces recommandations, il faudrait garder à l'esprit que l'accès aux marchés préférentiel présente, pour la plupart des pays africains, l'avantage supplémentaire de ne pas menacer encore plus leur situation fragile en matière de balance des paiements. Une comparaison récente faite sur les PMA montre que les mesures de libéralisation se sont accompagnées d'une détérioration de la balance commerciale – la croissance des importations a généralement été beaucoup plus forte que celle des exportations (CNUCED, 2004 : Santos-Paulino et Thirlwall, 2004). Dans une certaine mesure, ceci était un résultat assez prévisible de la libéralisation des échanges pour les pays ayant de faibles capacités d'offre. Il y a simultanément, sur le continent, un sentiment général que les efforts que les pays africains ont fournis pour libéraliser au cours des quinze dernières années n'ont pas été suffisamment reconnus. Dans un tel contexte, on pourrait soutenir que la libéralisation accrue des échanges en Afrique n'est pas viable, à moins que les pays africains ne reçoivent une récompense adéquate sous forme d'un élargissement de l'accès aux marchés. Il semblerait qu'une initiative audacieuse sur l'accès préférentiel aux marchés est requise de la part des pays du Quad, pour que les pays africains restent convaincus des avantages du système multilatéral de libéralisation des échanges.

³ Voir the Consultative Document de la Commission pour l'Afrique (GB), par exemple, (<http://213.225.140.43/index.html>).

Stratégies pour les pays en développement ... (suite de la page 6)

tégorie devrait avoir trait à des réductions plus faibles pour toutes les fourchettes inférieures au plafond. Un autre élément de flexibilité qu'ils pourraient rechercher est une exemption de réduction pour toutes les lignes tarifaires entrant dans la catégorie des produits spéciaux où le niveau consolidé est inférieur à 'y' pour cent *ad valorem*. Cette proposition pourrait être justifiée sur la base des besoins en matière de sécurité alimentaire, de sécurité des moyens d'existence et de développement rural.

Pour ce qui est de la sauvegarde spéciale agricole, la simplicité du mécanisme et l'automatisme de son utilisation, subordonnée à des déclencheurs de prix ou de volume, devraient être les principaux objectifs du G-20.

Concurrence à l'exportation

L'accord, dans le Cadre de juillet, sur l'élimination de toutes les subventions à l'exportation directes permettrait au G-20 de tourner son attention vers l'élimination des pratiques qui se substituent à de telles subventions. Concernant le crédit à l'exportation et les pratiques qui y sont liées, avec des périodes de remboursement inférieures à 180 jours, l'objectif devrait être de limiter l'élément subventions à un minimum. Le G-20 devrait viser la suppression des monopoles d'exportation et s'assurer que l'aide alimentaire – autre que celle destinée soulager ou à répondre à des situations d'urgence – n'est fournie que sous forme de subventions financières non liées, à utiliser pour l'achat de produits alimentaires pour ou par le pays bénéficiaire visé.

Traitement spécial et différencié pour la concurrence à l'exportation

Une période de mise en œuvre plus longue et la capacité de conserver l'avantage de l'article 9.4 pour une période de temps raisonnable ont déjà été convenues dans le Cadre de juillet. Si les suggestions visant une réforme profonde de l'agriculture mondiale telle qu'exposée ici sont agréées, le G-20 pourrait accepter la période comparativement plus courte.

Importations massives de poulets congelés ... (suite de la page 8)

Des vieilles pontes

Vous ne le saviez peut-être pas, « les vieilles pontes » c'est à dire les poules pondeuses qui ont cessé de servir les œufs, ne peuvent être recyclées (vendues) en poulet de chair en Europe. La réglementation européenne est stricte à ce sujet. Ou on est éleveur de poulets chairs ou on est éleveur de poules pondeuses. C'est donc un casse tête pour les producteurs d'œufs de se débarrasser - même à vil prix de leurs vieilles pontes afin de lancer de nouvelles bandes. Par le passé, ces vieilles pontes soit alimentaient les industries d'aliments pour animaux de compagnie, soit étaient purement détruites. Aujourd'hui, les portes de l'Afrique leurs sont ouvertes et il ne manque pas d'importateurs avides de profit pour saisir l'occasion. On dit même que toutes les futures vieilles pontes de l'Europe sont réservées, pour prendre le bateau.

(suite à la page 20)

Importations massives de poulets congelés ... (suite de la page 19)

La poubelle des supers marchés : Des poulets périmés

La traçabilité (l'étiquetage) sur tout produit carné (viandes), imposée par la réglementation européenne voudrait que sur chaque morceau de poulet vendu, soient indiquées toutes ses origines et surtout la date après laquelle ledit morceau ne peut plus ni être vendu ni consommé (date de péremption). Que fait-on donc des morceaux ou paquets de poulets périmés qu'on dégage (retire) des étalages des supers marchés européens ? Certains poulets entiers ou certains bréchets qu'on trouve comme par hasard dans les congelés présentés sur nos marchés ont tout pour être de cette origine.

Poulets à la dioxine ; poulets de la « peste aviaire », poulets de la « grippe du poulet »

Suite aux épidémies répétées que connaissent les grandes régions du monde, des mesures d'abattage et d'incinération sont prises tant pour protéger les populations que pour réduire les pertes économiques que la contagion à grande échelle peut entraîner. Tous ces poulets sont-ils vraiment abattus et incinérés comme on le prétend ? Il y a plus d'une raison d'en douter. Nos analyses et enquêtes démontrent que les poulets à la dioxine ont bien été consommés en 2000 au Cameroun.

Une ignorance totale de toutes normes sanitaires

Les poulets congelés importés, tels qu'ils partent de l'Europe ou de l'Amérique Latine jusqu'au panier de la ménagère locale, sont incontestablement dangereux pour la santé des populations.

Les résultats d'analyse des échantillons de poulets, effectuées au Centre Pasteur de Yaoundé dans le but d'identifier et de caractériser les bactéries pathogènes s'y trouvant, autorise d'affirmer sans équivoque que les poulets congelés tels qu'ils sont actuellement servis aux consommateurs sont dangereux pour leur santé.

Sur les 200 échantillons prélevés sur constat d'huissiers dans 28 marchés de six villes du Cameroun, les résultats d'analyses du Centre Pasteur de Yaoundé sont formelles :

« 83,5% des échantillons ne sont pas conformes aux critères microbiennes - dont impropres à la consommation humaine. Des 39 échantillons pris sur les étales, 87% sont impropres à la consommation humaine alors que sur les 161 autres échantillons achetés dans les poissonneries, 80,5% sont impropres à la consommation humaine. »

La situation est encore plus grave si on observe les résultats d'analyse de près - échantillon par échantillon.

Alors que les critères micro biologiques de l'UE recommande un maximum de flore totale : 500 000/gramme, la plupart des échantillons prélevés sont à plus de 3 000 000/gramme (trois millions). Il en est de même des coliformes fécaux dont les quantités identifiées varient de 3000 à 18 500/gramme alors que les critères de l'UE recommandent un maximum de 1000/gramme.

Et que dire des 15% des échantillons qui sont porteurs des Salmonelles - agent causal des gastro entériques et des intoxications alimentaires chez l'homme ? ou encore des 20% des échantillons qui

sont porteurs de Campylobacter - principal agent causal de zoonoses entériques infectieuses dans la plupart des pays industrialisés ?

Ces résultats se passent de commentaires. Cestes, mais se justifient, au regard de leurs origines, des conditions de transport, de conservation et de commercialisation dont font l'objet ces fameux « poulets congelés », que les congolais appellent « Embembe Adula » c'est à dire « cadavres d'Adula » du nom de cet homme d'affaire qui fut le premier à introduire les poulets congelés importés au Congo.

Disparition progresse de la filière avicole locale

Cent (100) petits éleveurs choisis au hasard ont été suivis en 1996. Ils avaient tous commandé, chacun moins de 500 poussins auprès de la société AGROCAM de Douala. L'objectif était de savoir comment ils ont évolué d'années en années dans leur activité. Ce suivi montre qu'en décembre 2002, il n'en restait plus que 8 (huit) exerçant encore cette activité. Les 92 autres (92%) ayant fait faillite, en abandonnant les investissements dans la broussaille et en y laissant pour la plus part des plumes, à travers les échéances de crédit à honorer. Quand on les interroge, tous on le doigt accusateur pointé vers les marchés et sur le dumping des « congelés », qu'ils désignent comme la source de leur malheur. Et pour cause. Vendu 900 FCFA au kilogramme, avec la possibilité de trouver des tas de 250FCFA de poulets congelés, comment le poulet local vendu sur pied résiste à une telle concurrence ? 92% de taux de déperdition, une véritable catastrophe pour les producteurs locaux.

110 000 emplois ruraux perdus en 2003

Quand on importe une tonne, c'est à dire 1000 kg de poulets congelés, on tue un élevage local de 500 poulets et on tue la possibilité de produire 1,5 tonnes de maïs et soja. Soit la perte de trois emplois ruraux (1,5 emplois pour l'élevage et 1,5 emplois pour la production du maïs, 0,25 pour la fabrication des paniers) et deux emplois urbains dont 0,5 pour le plumage et 1,5 pour la commercialisation.

En guise de conclusion, nous reproduisons ces quelques témoignages d'aviculteurs pour montrer l'impact réel de l'importation de poulets congelés au Cameroun.

Les ministres du G-20 consolident leur position... (suite de la page 10)

duits importants pour les bénéficiaires de préférences ; l'utilisation effective des préférences existantes ; et un effort supplémentaire en matière d'assistance financière et de constitution de capacités. La Déclaration reconnaît également les besoins spéciaux des PMA et des petites économies vulnérables. Les préoccupations de ces dernières devraient être prises en compte de manière effective, dit la Déclaration, sans créer de nouvelles catégories de pays en développement.

Le G-20 compte pour 65% de la population mondiale, 72% des agriculteurs, et 22% du produit agricole. Les membres du G-20 sont : l'Afrique du sud, l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, le Chili, la Chine, Cuba, l'Egypte, l'Inde, l'Indonésie, la Mexique, le Nigeria, le Pakistan, le Paraguay, les Philippines, la Thaïlande, la Tanzanie, l'Uruguay, le Venezuela et le Zimbabwe.

Divergences persistantes entre les Membres... (suite de la page 11)

unité d'importation, par exemple, 10 dollars US par tonne de blé importé), en droit « ad valorem » sur la base de la valeur du bien importé. Les discussions sur les obstacles non tarifaires se sont également déroulées durant la semaine de l'accès aux marchés pour les produits non agricoles, mais sans progrès notables.

La réunion du 18 mars a essentiellement servi à faire le récapitulatif des discussions de la semaine. Le président Johannesson a déclaré qu'il n'y avait pas de conclusion sur la forme que la formule tarifaire prendrait, et a encouragé les Membres à présenter de nouvelles propositions à temps pour la réunion du 25-29 avril.

Coton : le sous-comité de l'OMC commence ... (suite de la page 13)

Lors de la réunion, le président du Comité de l'agriculture (il est également le président du sous comité du coton), l'ambassadeur Tim Groser de la Nouvelle-Zélande a fait le bilan des négociations sur l'agriculture. Un représentant du Secrétariat de l'OMC assistait à la réunion et a abordé plusieurs aspects des discussions sur le coton ayant une importance pour le développement.

En outre, le sous-comité A été le théâtre de présentations faites par le Fond Monétaire International (FMI) et la CNUCED sur leurs activités liées au coton. Le délégué de l'Union Européenne (UE) a affirmé que l'UE ne contribuerait pas à un nouveau fonds proposé sur le coton, à cause de leurs programmes d'aide au développement existants. Répondant aux remarques de l'UE, le Bénin, soutenu par Burkina Faso, Kenya et le Sénégal, a souligné que les pays producteurs de coton d'Afrique ne cherchaient pas d'œuvres de charité des états membres de l'OMC, mais plutôt une assistance pour se remettre des problèmes engendrés par le comportement d'autres pays. Le représentant du Bénin a mis l'accent sur le fait que les Africains espéraient d'obtenir une solution qui éliminerait les subventions qui ont un effet de distorsion sur le marché de coton, afin de pouvoir profiter des fruits de leur propre travail.

La prochaine réunion du sous-comité est prévue pour le 28 avril 2005.

**L'Organe de Règlement des Différends adopte
les rapports déclarant les subventions
américaines illégales**

L'Organe de Règlement des Différends (ORD) de l'OMC a adopté le 21 Mars dernier les rapports du Groupe Spécial et de l'Organe d'appel sur le contentieux sur le coton qui a opposé le Brésil aux Etats Unis. Il a été confirmé que les subventions américaines sur le coton sont octroyées en violation des règles de l'OMC.

Toutes les parties prenantes au contentieux ont eu l'opportunité de faire des commentaires sur le rapport de l'ORD qui est composé des représentants de tous les Etats Membres. Les Etats-Unis ont réitéré leur position suivant laquelle la négociation, au contraire du conflit, était le meilleur moyen de résoudre les problèmes de distorsions liés aux échanges des produits agricoles. L'Ambassadeur des Etats-Unis, Linnet Deily a exprimé une « profonde déception » en arguant que le lien fait par le panel entre les poli-

tiques de soutien américaines et la dépression des prix du coton a clairement manqué de « la rigueur analytique ».

Le Brésil, pour sa part, a chaleureusement accueilli l'adoption des rapports et a exprimé l'espoir de voir les Etats Unis procéder à leur mise en œuvre de manière opportune. Il considère que la résolution de ce litige est fondée à 100% « sur les règles multilatérales existantes et régissant le commerce des produits agricoles. Nous ne devrions pas continuer à subir des injustices par des pratiques contre lesquelles nous nous battons depuis une décennie. »

L'UE, qui était tierce partie dans cette affaire, est d'avis que sur certains points, l'Organe d'appel n'avaient pas utilisé les méthodes d'interprétation adéquates.

En vertu du droit de l'OMC, les décisions, jugements et recommandations de l'Organe d'appel ne deviendront juridiquement contraignants que s'ils sont adoptés par l'ORD selon la règle du consensus négatif. Ce qui signifie que les jugements sont adoptés automatiquement à moins qu'il n'y ait un consensus explicite de rejet par les Membres.

A partir de la date d'adoption, les Etats-Unis ont 30 jours pour annoncer leurs intentions de se plier à la décision - bien qu'ils ne soient pas tenus de révéler le calendrier dans lequel ils envisagent de le faire. Le délai de mise en œuvre sera fixé par des négociations entre le Brésil et les Etats-Unis ou, à défaut, par un arbitrage. La procédure d'arbitrage devra normalement être achevée dans les 90 jours suivant l'adoption de la décision par l'ORD.

**Déclaration des ministres du commerce et de l'agriculture
des pays signataires de l'Initiative Sectorielle**

Réunis le 11 Mars dernier à Ouagadougou, les Ministres du Commerce et de l'Agriculture du Bénin, du Burkina Faso, du Mali et du Tchad ont publié une déclaration dans laquelle ils donnent leurs positions sur l'évolution de l'Initiative sectorielle sur le coton.

Les ministres considèrent que deux ans après la soumission de la requête et malgré le choix stratégique en faveur du dialogue avec les pays industrialisés responsables des subventions massives en faveur de leur secteur coton et la flexibilité des pays co-auteurs et de leurs alliés qui ont accepté, dans un souci de compromis que le dossier soit examiné dans le cadre des négociations sur l'agriculture, rien n'a changé pour les producteurs africains de coton. Ils estiment même qu'on assiste plutôt à une prolifération de conférences sur les aspects « développement » sans résultats concrets en dehors, pour l'instant, de celle organisée par l'Union Européenne dans le cadre de son partenariat avec les pays Africains producteurs et exportateurs de coton. Or, ces conférences donnent l'impression de détourner les pays africains producteurs de coton de leurs préoccupations en parlant de compétitivité, de recherche alors que les réformes entreprises dans ces pays ont fait de la filière cotonnière l'une des plus compétitives au monde avec des coûts de production les plus bas et une fibre de qualité avérée.

Les ministres déplorent par ailleurs ce qu'ils appellent des « tentatives de vider le sous-comité coton de sa substance en voulant

(suite à la page 22)

Coton : le sous-comité de l'OMC commence ... (suite de la page 21)

lui dénier sa compétence de négociation.» Ils réaffirment leur détermination à œuvrer pour que la résolution de la question du coton soit un facteur de réussite de la conférence ministérielle de Hong Kong, afin que le cycle de négociation en cours puisse réellement être qualifié de « cycle de développement ». En tout état de cause, ils avertissent qu'une inertie ou un blocage sur le dossier coton de la part des pays développés constituerait un mauvais présage lourd de conséquences pour Hong Kong et dont ils ne tiendront pas pour responsables.

Sources : Notes ICTSD, OMC, Newsletter Ideascentre

Rapport de la commission Blair pour l'Afrique... (suite de la page 14)

La terre africaine est un « cimetière » de programmes, plans, projets ou stratégies diverses qui ont presque tous échoué. Même ceux qui ont été déclarés infaillibles, péremptoirement, et imposés aux pays africains par le FMI et la Banque mondiale depuis les années 80 n'ont eu d'autres résultats que de déboucher sur des « stratégies de lutte contre la pauvreté », une qu'elle ont d'ailleurs largement contribué à créer.

C'est pour toutes ces raisons que les propositions de la commission Blair donnent l'impression du « déjà vu » ou « déjà entendu ». Rien ne permet rigoureusement de croire qu'elles feront l'exception. Beaucoup de réactions vont dans ce sens. Mr Pete Ondeng du NEPAD – (Renaissance Africaine) estime que « ce qui ressort de ce rapport n'est pas surprenant. On n'y trouve rien qui n'ait déjà été pensé auparavant ».

Scepticisme sans fondement ou aveu de raison ? Dans tous les cas, d'autres voix se sont d'ores et déjà élevées pour décrypter les motivations sous-jacentes à l'initiative de Tony Blair en y voyant plus une instrumentalisation de l'Afrique à des fins de politique de repositionnement sur la scène internationale à la suite de sa participation à la guerre d'Irak aux côtés des américains, qu'une réelle volonté de prendre à bras-le-corps les problèmes du continent.

Mais, peu importe si tout en cherchant en redorer son « blason » il rendait aussi possible les conditions du décollage du continent. Après avoir réglé ses contraintes internes, l'Afrique aura juste besoin de sincérité dans ses rapports avec les autres. Tony Blair, un autre et tous les autres dirigeants du G8 ont chacun au moins une parcelle de pouvoir qui peut lui permettre, s'il y met la volonté politique et le courage nécessaire, d'améliorer sensiblement le sort de millions d'individus. Il suffirait de 25 000 milliards de francs pour changer la face de l'Afrique et du monde, lance Tony Blair. Cela paraît énorme, mais cela ne fait qu'un demi chewing-gum par jour et par personne dans les pays riches. Le reste relève donc d'une volonté politique.

Le groupe de Tony Blair reconnaît que « La pauvreté et la stagnation (en Afrique) sont la plus grande tragédie de notre temps » et propose une sorte de plan Marshall pour l'Afrique. Mais trouvera-t-il les moyens de ses objectifs et ambitions. « Les recommandations sont ambitieuses mais réalistes en ce qui concernent la dette, l'aide au développement, le commerce et la lutte contre le sida »,

a estimé l'ONG britannique ActionAid. « Le premier véritable test sera de voir si le plan est suivi lors du sommet du G8 à Gleneagles (Ecosse) du 6 au 8 juillet prochain ». Pourvu qu'il ne reste pas un ensemble de vœux pieux.

Sources : AllAfrica ; Walf fadri, Panapress.

Dialogue Régional sur les négociations agricoles à Ouagadougou : Les différents acteurs conscients de la nécessité d'une convergence des positions

En étroite collaboration avec le Bureau suisse de la coopération au Burkina Faso et avec les organisations partenaires que sont le ROPPA et l'UNPCB, nous avons organisé les 9 et 10 Mars 2005 le Dialogue Régional sur ***l'Agriculture ouest africaine face à la libéralisation des échanges.***

La Conférence était organisée en quatre principales sessions : les liens entre l'agriculture et le commerce international; l'agriculture de la sous-région face aux contraintes du système commercial multilatéral ; la problématique du commerce régional des produits agricoles et une dernière session sur les stratégies à dégager par les pays de la sous-région.

Les participants et les orateurs ont été choisis suivant le concept *multi-acteurs*. C'est ainsi que pour discuter des questions agricoles liées au commerce dans la sous-région ouest africaine, nous avons invités des négociateurs basés à Genève y compris deux ambassadeurs (Mali et Bénin), des représentants des ministères du commerce et de l'agriculture, des ONG basées dans la sous-région et travaillant sur le commerce et l'agriculture, les deux organisations sous-régionales clés que sont l'UEMOA et la CEDEAO et les représentants des organisations paysannes.

Ce format a permis des discussions franches et ouvertes et a favorisé un début de coordination entre ces différents acteurs travaillant sur les mêmes problématiques sans toujours disposer d'opportunités pour mettre en commun leurs positions.

La ***première session*** a permis de dégager une approche situationnelle de l'agriculture sous-régionale pour mieux établir la nature de ses liens et des enjeux avec l'évolution de la réglementation à l'OMC. Elle a permis de quantifier l'agriculture familiale de la sous-région à travers son organisation et ses potentialités. Mais aussi, elle est revenue sur le contexte général des négociations du Cycle d'Uruguay et l'historique de l'Accord sur l'agriculture. Les deux négociateurs qui ont présenté cette étude de contexte sont partis du mandat de Doha et du tout récent Paquet de Juillet, tout en spécifiant le volet agricole, pour mieux cerner les postures possibles des pays de la sous-région, en termes d'opportunités et de défis.

La ***deuxième session*** qui a été le point focal du Dialogue a permis de passer en revue l'ensemble des mesures commerciales offensives et défensives, contenues dans l'Accord sur l'agriculture et sur le Paquet de Juillet, qui sont susceptibles d'avoir une influence importante sur la situation des produits d'exportation et d'importations de la sous-région. Les présentations ont concerné tous les problèmes d'accès aux marchés, de subventions et des mesures techni-

ques, sanitaires et phytosanitaires. Cette session a aussi permis de mettre en exergue la place importante de la question de l'érosion des préférences qui fragilise la situation des produits de base et des produits tropicaux. Les participants se sont interrogés relativement au Paquet de Juillet, sur la posture que devront adopter les pays de la sous région pour tirer un bénéfice optimum des mesures de Traitement Spécial et Différencié aux fins de sécurité alimentaire, de développement rural et de considérations humanitaires. Il a été mis en lumière les opportunités offertes par le Paquet de Juillet à travers l'usage d'une Mesure de Sauvegarde Spéciale qui est une vieille revendication des pays en développement. Des pistes ont été dégagées sur les critères de choix et les mesures de mises en œuvre des produits spéciaux à l'intention des pays de la sous-région. Par ailleurs, une étude sur le problème des poulets congelés importés en Afrique a été présentée. Elle a soulevé d'importants problèmes liés aux mesures de défense commerciales, aux mesures sanitaires et phytosanitaires et s'est aussi appesanti sur l'impact du phénomène sur l'avancée de la pauvreté sur le continent.

La *troisième session* a été l'occasion pour les participants de passer en revue les potentialités offertes par le commerce intra-régional et le commerce interrégional. Les Politiques Agricoles de l'UEMOA et de la CEDEAO ont été présentées par des agents de ces organisations. Leur rôle dans la définition des politiques agricoles des pays de la sous-région a été défini. Les discussions se sont focalisées sur l'important travail d'articulation à faire avec les défis et les opportunités des règles commerciales multilatérales. Le problème de la compatibilité entre les deux politiques agricoles sous-régionales a été posé. La session s'est également penchée sur les interactions entre la sous-région, l'UE, l'OMC et le NEPAD en vue d'établir une cohérence d'ensemble dans les négociations agricoles.

Lors de la *quatrième session*, moins structurée, il s'est agi de passer en revue les différentes stratégies formelles et informelles susceptibles d'être déployées par les pays de la sous-région pour mieux saisir les opportunités du système commercial, aussi bien dans la phase de négociation que dans celle de la mise en œuvre. Les participants ont essayé de voir si la perspective communautaire de négociation amorcée est viable. Ils ont beaucoup insisté sur la nécessité d'une coordination plus effective entre les acteurs locaux et les négociateurs à Genève.

Les organisations paysannes ont insisté sur leur légitime espoir à vivre du fruit de leur travail. Ils aimeraient être aidés à mieux rendre possible la souveraineté alimentaire, avoir un meilleur accès aux moyens de production (eau, semences, financement), et surtout prônent très fortement un soutien public de leurs Etats pour protéger la production intérieure par des aides financières ou des mesures de sauvegarde idoines.

Les négociateurs de leur côté ont réaffirmé leur disponibilité à travailler en étroite collaboration avec tous les acteurs pour mieux défendre leurs intérêts. Ils insistent sur l'importance d'un tel Dialogue qui leur permet d'être mieux informés. Le cas du coton a été cité comme exemple de collaboration entre les différents acteurs. Ce qui a mené à une position consensuelle qui a pu être défendue par les négociateurs.

Les actes du Dialogue de Ouagadougou sont disponibles à cette adresse : <http://www.ictsd.org/africodev/dialogue/2005-03-09-10/sommaire.htm>

PASSERELLES

entre le commerce et le développement durable

BRIDGES/PASSERELLES/PUENTES/BRÜCKEN

visent à fournir des informations et des analyses sur les relations entre le commerce et le développement durable afin de favoriser la participation d'un nombre croissant d'acteurs dans les débats internationaux. ICTSD et ses partenaires remercient la John D. et Catherine T. MacArthur Foundation pour l'appui qu'elle fournit à la publication de Passerelles et de Puentes.



enda tiers-monde

PASSERELLES entre le commerce et le développement durable est publiée tous les deux mois par ENDA Tiers-Monde et ICTSD.

Responsable de publication : Taoufik Ben Abdallah
Rédaction : Cheikh Tidiane Dièye et El Hadj Abdourahmane Diouf

Montage : Noma Camara
Diffusion : Rokhayatou Ndiaye Mèguida
Adresse : B.P. 3370 Dakar, Sénégal
Tél : (221) 821-70-37
Fax : (221) 822-26-95
E-mail : syspro2@enda.sn
Web : <http://www.enda.sn>



International Centre for Trade and Sustainable Development

BRIDGES Between Trade and Sustainable development est publié mensuellement par le Centre international pour le commerce et le développement durable.

Directeur Exécutif : Ricardo Meléndez-Ortiz

Editrice : Anja Halle
Tél : (41-22) 917-8492
Fax : (41-22) 917-8093
E-mail : ictsd@ictsd.ch
Web : <http://www.ictsd.org>



FUTURO
LATINO AMERICANO

PUENTES Entre el Comercio y el Desarrollo Sostenible, est publiée tous les deux mois pour Centro de Internacional de Política Económica de l'Université Nationale de Costa Rica, Fundación Futuro Latinoamericano et ICTSD.

Coordinateurs : Carlos Murillo, Eduardo Escobedo
Rédaction : Marijke Hallo, Carlos Pomareda, Eduardo Escobedo
Tél : (506) 263 4550
Fax : (506) 263 4540
E-mail : puentes@ictsd.ch



BRÜCKEN zwischen Handel und zukunftsfähiger Entwicklung, l'édition allemande de *BRIDGES* est publiée tous les deux mois en collaboration avec Germanwatch.

Coordinateur : Rainer Engels
Editrice : Martina Schaub
Tél : (49-228) 60492-0
Fax : (49-228) 60492-19
E-mail : tradewatch@germanwatch.org
Web : <http://www.germanwatch.org>

Les opinions exprimées dans les articles signés de *PASSERELLES*, *BRIDGES*, *PUENTES* et *BRÜCKEN* sont celles de leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles d'ENDA, d'ICTSD, de la Fundación Futuro Latinoamericano et de GERMANWATCH. Des extraits de ces articles peuvent être utilisés dans un but non commercial à condition d'en citer l'origine et les auteurs.

PASSERELLES synthèse mensuelle

Pour vous abonner à la revue Passerelles ou au bulletin électronique Passerelles synthèse mensuelle sur le commerce et le développement, envoyez un courrier électronique à : syspro2@enda.sn ou à achardonnens@ictsd.ch. Dans le corps du texte écrivez inscription à Passerelles. La revue et le bulletin électronique sont aussi disponibles sur le site internet de ICTSD.

Publications

Cnuced (2004), Le développement économique de l'Afrique : endettement viable, oasis ou mirage. <http://www.unctad.org/Templates/Page.asp?intItemID=1397&lang=2>

Cnuced (2004), rapport sur l'investissement dans le monde, vue l'ensemble. <http://www.unctad.org/Templates/Page.asp?intItemID=1397&lang=2>

Cic : Répertoire mondial d'organisations de promotion des échanges commerciaux et autres organismes d'appui au commerce, Répertoire mondial des sources d'informations relatives aux normes, à l'évaluation de la conformité, à l'accréditation, à la métrologie, aux règlements techniques et aux mesures sanitaires et phytosanitaires 2004, centre international pour le commerce, disponible sur le site www.intrach.org

Facilitating Development in the World Trading System - A Proposal for Development Facilitation Tariff and Development Facilitating Subsidy. By Yong-Shik Lee in JOURNAL OF WORLD TRADE 38 (6), December 2004, pp. 935-954

Grain (2004) : La sécurité des semences pour les agriculteurs africains. <http://www.grain.org/semences/?id=32>

Iddri: Coordination des politiques agricoles et compensations internationales, *Tristan Le Cotty & Tancrède Voituriez*. Les notes de l'Iddri, n° 6. Iddri, 2004. 14 p. Les négociations internationales sur le commerce agricole patinent. Pour les sortir de l'ornière, les auteurs proposent que les pays qui protègent leur agriculture versent une compensation, sous forme de taxe, aux pays du Sud lésés par leur politique. Et ils montrent que cette compensation permet d'accroître le bien-être global.

Implications of the removal of quotas in textiles and clothing trade. By Eckart Naumann. Trade Law Centre for Southern Africa (TRALAC), December 2004. To access the brief, visit <http://www.tralac.org/scripts/content.php?id=3268>.

Onu : Rapport de l'Equipe du projet sur le commerce et les objectifs du millénium pour le développement intitulé « le commerce au service du développement » Janvier 2005. www.unmillenniumproject.org, sous la direction de Ernesto Zedillo et de Patrick Messelin

Omc : L'avenir de l'OMC. «L'avenir de l'OMC» est un rapport établi par le Conseil consultatif du Directeur général sur l'avenir du système commercial multilatéral, y compris des recommandations sur les réformes à effectuer. Disponible en anglais, français et espagnol. http://www.wto.org/french/thewto_f/10anniv_f/10anniv_f.htm#futur

Omc : Rapport sur le commerce mondial 2004. Le Rapport sur le commerce mondial est une publication annuelle de l'OMC qui traite surtout des tendances et des politiques commerciales. L'édition 2004 passe en revue l'évolution commerciale récente et examine des questions comme la cohérence dans les politiques commerciales et macroéconomiques, les indications géographiques et la libéralisation du commerce des services par le mouvement temporaire des personnes physiques. http://www.wto.org/french/news_f/pres04_f/pr385_f.htm

Positive trade agenda for south asian Ldcs. By Ratnakar Adhikari and Navin Dahal. South Asia Watch on Trade, Economics & Environment (SAWTEE), 2004. To access the report, visit <http://www.sawtee.org>

Evénements

18 avril, New York, Usa, Réunion spéciale de haut niveau de l'Ecosoc avec les institutions de Bretton Woods et l'OMC. Contact: Sarbuland Khan, ECOSOC, Telephone: 1-212-963-4628 Fax: 1-212-963-1712, Email: khan2@un.org Web Site: <http://www.un.org/docs/ecosoc/meetings/bwi2005>

19-20 avril, Bruxelles, Belgique, 3ème conférence annuelle de Bruxelles sur le changement climatique. Contact: Mark Kinloch, EU Conférences Ltd. Téléphone: 44-1495-300-012 Fax: 44-1495-309-372, Email: info@euconferences.com

20-22 avril, OMC, Genève, symposium public : 10ème anniversaire de l'OMC. Contact: Bernard Kuiten, Division des relations externes, OMC, Téléphone: 41-22-739-5676 Email: PublicSymposium2005@wto.org. Site Web: http://www.wto.org/english/news_e/events_e/symposium_2005_e.htm

26 Avril, Bordeaux, France, conférence sur la biodiversité et la conservation biologique des forêts de plantation. Contact: Hervé Jactel, INRA, Téléphone: Fax: 33-5-5668-0546 Email: Herve.Jactel@pierroton.inra.fr. Site Web : <http://www.pierroton.inra.fr/IEFC/manifestations/IUFROD82005.html>

2-4 mai, Ramallah ; Palestine, Conférence internationale sur l'eau : valeurs et droits. Contact: Palestine Academy for Science and Technology and Palestinian Water Authority Email: conference@palestineacademy.org, Site Web: <http://www.palestineacademy.org/wconf/>

2-4 mai, OMC, Genève, groupe de négociation sur la facilitation du commerce. www.wto.org

2-6 mai, Punta Del Este, Uruguay, 1ère conférence des parties à la convention de Stockholm (Cop 1), Contact: Secrétariat de la convention de Stockholm, téléphone: 41-22-917-8191 Fax: 41-22-797-3460, Email: ssc@chemicals.unep.ch, Site web: <http://www.pops.int>

9-10 mai, OMC, Genève, organe de règlement des différends, session spéciale, www.wto.org

10-12, mai, Nanchang, Chine, Symposium international des Nations-Unies sur la mise en œuvre intégrée des objectifs du développement durable, Contact: Juwhang ZHU Téléphone: +1 212 963 0380, Fax: +1 212 963 4260, Email: zhu@un.org. Site Web: <http://www.un.org/esa/sustdev/calendar/may2005.htm>

11 mai, OMC, Genève, comité du commerce et du développement. www.wto.org

16-25 mai, Genève, Suisse, 28ème session de l'assemblée mondiale de la santé. Contact: téléphone: 41-22-791-2222, Email: mediainquiries@who.int. Site Web: <http://www.who.int/mediacentre/events/2005/wha58/en/index.html>

17-18, OMC, Genève, groupe de négociation sur les règles, www.wto.org

26-27, OMC, Genève, conseil général, www.wto.org

30-31, OMC, Genève, groupe de négociation sur l'agriculture, www.wto.org